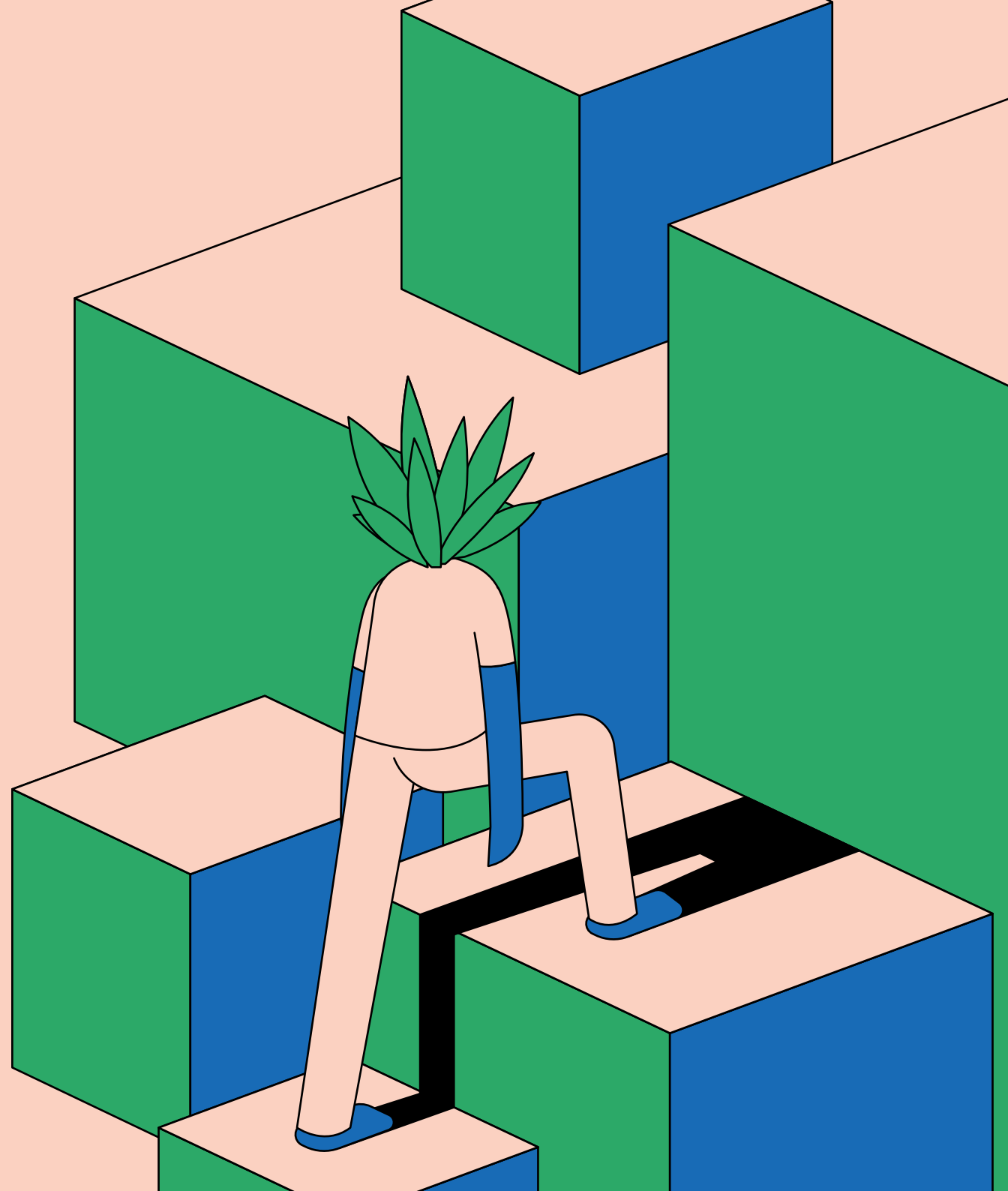
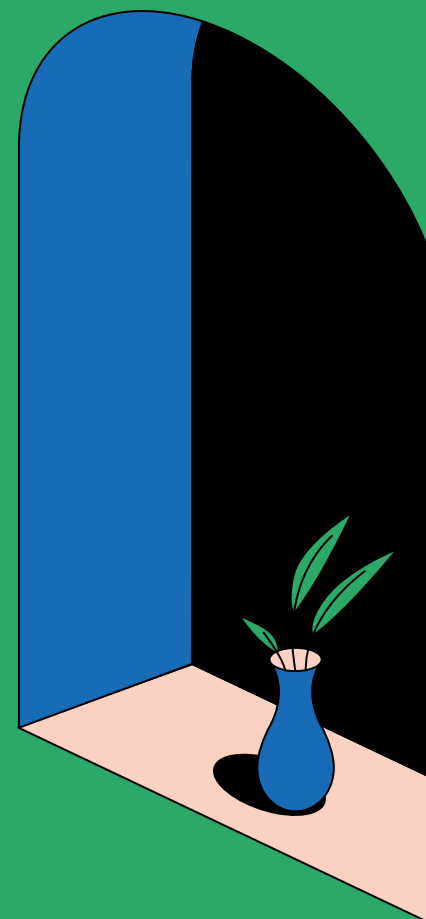


UN AN DE PRÉCARIÉTÉS ÉTUDIANTES: LES SACRIFICES D'UNE GÉNÉRATION



SOMMAIRE

INTRODUCTION	3
CHIFFRES CLÉS	4
MÉTHODOLOGIE	6
I. LE PROFIL DES ÉTUDIANTS AIDÉS PAR LINKEE	7
II. UNE IMPORTANTE PRÉCARITÉ FINANCIÈRE RENFORCÉE PAR LA CRISE	8
III. DE LA PRÉCARITÉ FINANCIÈRE AUX PRÉCARITÉS ÉTUDIANTES	13
A. PRÉCARITÉ ALIMENTAIRE	13
B. RÉUSSITE SCOLAIRE	15
C. SANTÉ	16
D. LOGEMENT	17
IV. QUELLES AIDES POUR ACCOMPAGNER LES ÉTUDIANTS EN SITUATION DE PRÉCARITÉ DURANT LA CRISE ?	18
L'ÉCART ENTRE LE BESOIN ET L'AIDE	19
L'AIDE DE LINKEE	21
CONCLUSION	22



UN AN DE PRÉCARITÉS ÉTUDIANTES

L'épidémie de Covid-19 qui touche notre pays depuis le début de l'année 2020 a engendré une crise sociale et économique sans précédent. Plongeant ménages et personnes isolées dans la détresse, elle s'est manifestée quasi immédiatement par une présence accrue de ces « nouveaux précaires » dans les files d'attente de l'aide alimentaire. Parmi les populations les plus fragilisées, on trouve les étudiants, qui ont peut-être vécu la pire année de leur jeunesse. Retour sur les chiffres clés de cette précarité, ses origines et ses mutations, grâce à l'analyse de plus de 3 200 réponses.

POURQUOI LES ÉTUDIANTS SONT PARTICULIÈREMENT TOUCHÉS PAR LA CRISE

La disparition de nombreux emplois saisonniers ou largement occupés par des étudiants (par exemple les gardes d'enfants ou les emplois de la restauration) ainsi que le report voire l'annulation de certains stages et alternances ont entraîné une baisse significative de leurs revenus. Dans le même temps, la fermeture des universités et la mise en place des cours à distance a ajouté l'isolement et l'exclusion sociale à la détresse économique. Si la pauvreté étudiante existait en France avant la crise⁰¹, elle s'est largement aggravée tandis que certains ont pour la première fois basculé dans la précarité.

La mise en place de campagnes de distributions alimentaires dédiées aux étudiants depuis octobre 2020 a mis en exergue la précarisation de cette population — précarisation qui revêt de multiples formes et ne se cantonne pas

à la pauvreté financière. La précarité économique à l'origine de la fragilisation de leurs conditions de vie s'entend en termes alimentaires, d'hygiène, de santé mentale, de réussite scolaire, de logement et d'accès aux droits. En d'autres mots, la précarité alimentaire révèle un ensemble de précarités qui se cumulent et se renforcent mutuellement. Il n'y a pas une précarité mais des précarités étudiantes.

Cette étude, basée sur les réponses de plus de 3 200 étudiants ayant bénéficié de l'aide alimentaire mise en place par Linkee, explore les origines et les manifestations de ces précarités. Conçue et menée depuis un an en lien avec des laboratoires de recherche en sciences sociales⁰², elle donne des éléments d'analyse quantitative et qualitative sur ce phénomène afin d'en mieux comprendre les ressorts et proposer des actions à même d'y répondre.

⁰¹ Union nationale des étudiants de France (UNEF), Fédération des associations générales étudiantes (FAGE), Observatoire de la vie étudiante (OVE).

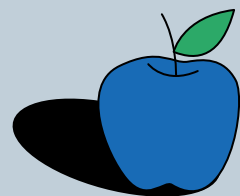
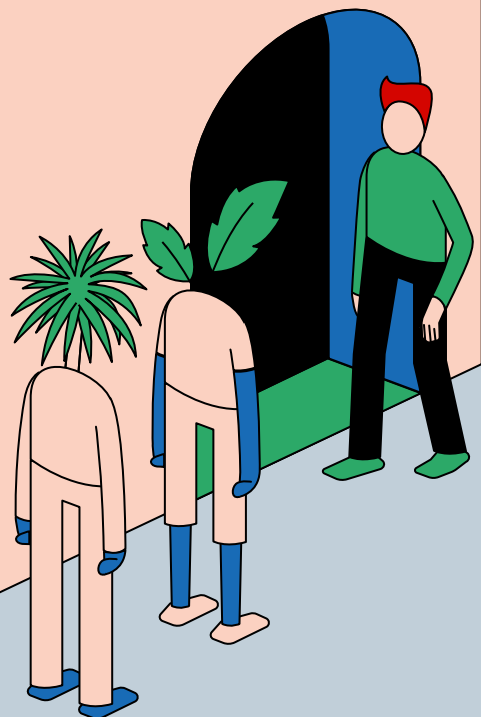
⁰² Université Gustave Eiffel, Sciences Po, Université Paris I.

CHIFFRES CLÉS

UNE ENQUÊTE MENÉE SUR LA BASE DE 3 281 RÉPONDANTS.

2
ÉTUDIANTS
SUR **3**

N'ONT PAS BÉNÉFICIÉ DES REPAS À 1€ MIS EN PLACE PAR LE CROUS.



PLUS DE **1**
SUR **2**

A UN RESTE À VIVRE INFÉRIEUR À 50€ PAR MOIS.



97%

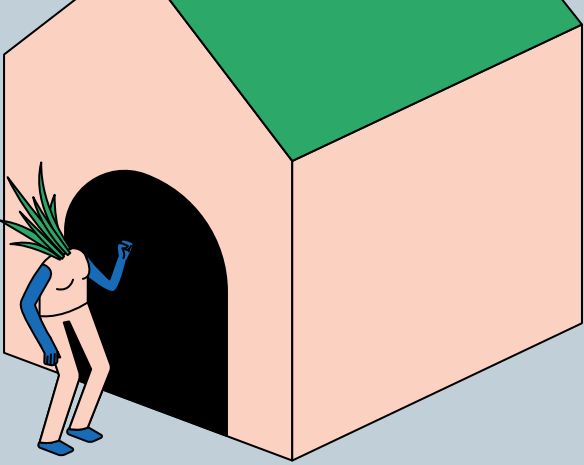
DES ÉTUDIANTS VIVENT SOUS LE SEUIL DE PAUVRETÉ (1063€/MOIS EN 2018⁰¹ SELON L'INSEE).



46%

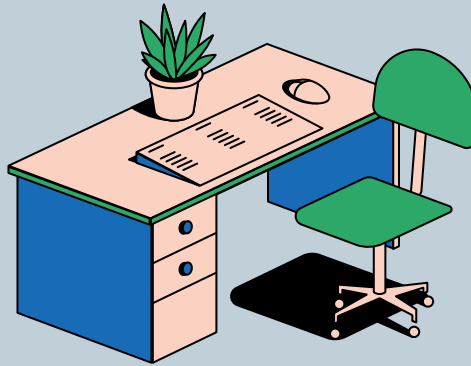
DES ÉTUDIANTS SAUTENT DES REPAS POUR DES RAISONS FINANCIÈRES.

⁰¹ Selon l'INSEE - <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4797606?sommaire=4928952>



PLUS DE LA MOITIÉ

A EU RECOURT À UNE AIDE ALIMENTAIRE POUR LA PREMIÈRE FOIS AVEC LINKEE.



SEUL 1/4

DES ÉTUDIANTS DISPOSE D'UN ACCÈS AUX CONDITIONS DE BASE POUR SUIVRE DES COURS À DISTANCE (ORDINATEUR, CONNEXION INTERNET, ESPACE CALME, ACCÈS À UNE BIBLIOTHÈQUE, FOURNITURES).

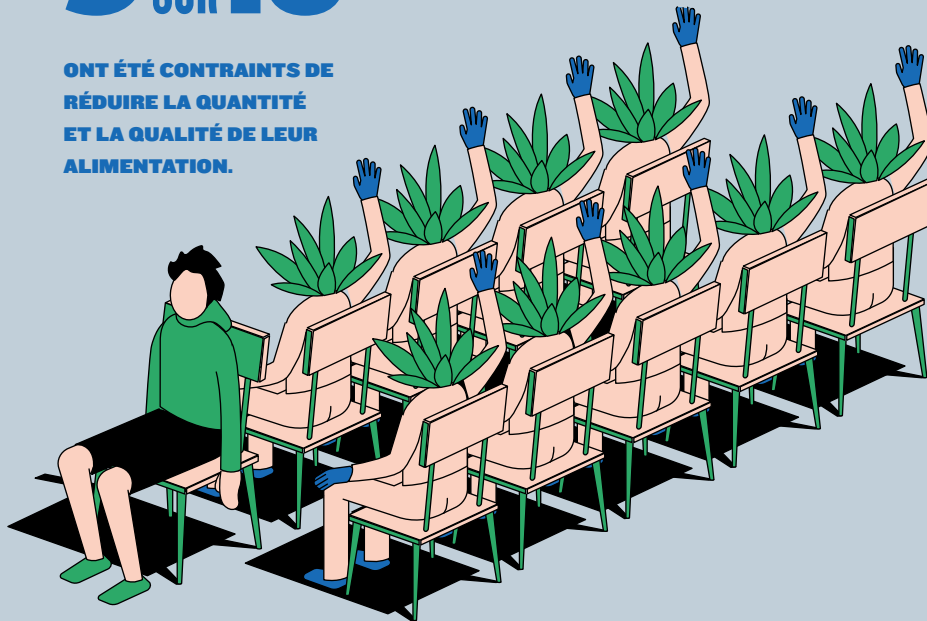


1 SUR 2

A RENONCÉ À DES SOINS MÉDICAUX AU COURS DES DERNIERS MOIS POUR DES RAISONS FINANCIÈRES.

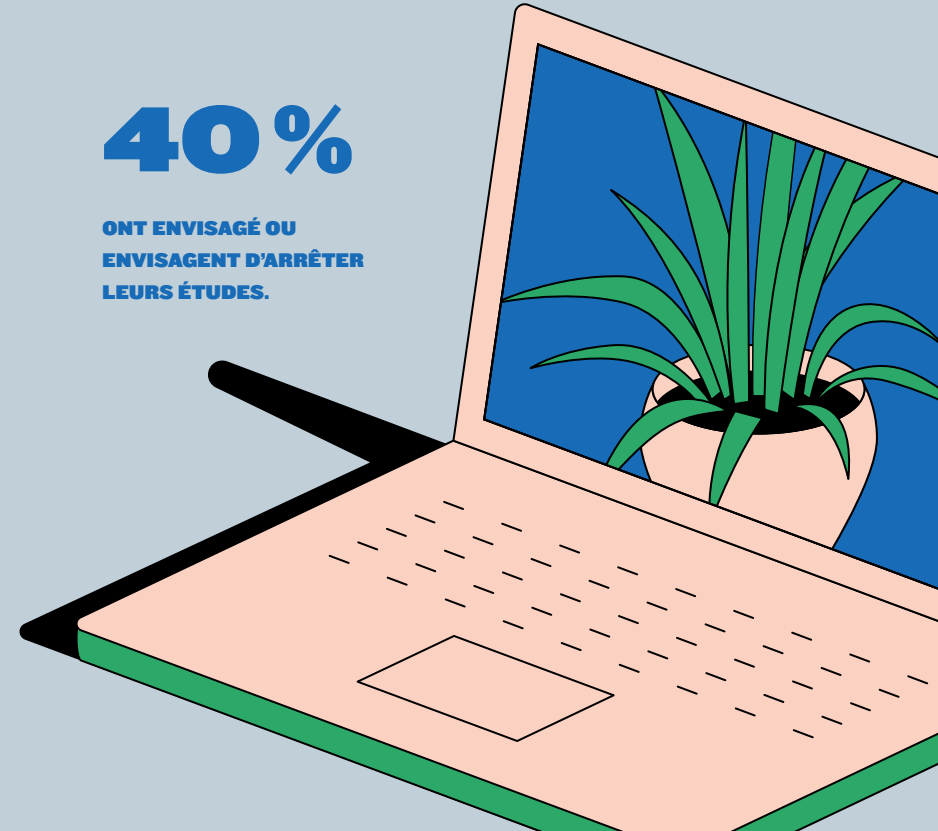
9 SUR 10

ONT ÉTÉ CONTRAINTS DE RÉDUIRE LA QUANTITÉ ET LA QUALITÉ DE LEUR ALIMENTATION.



40%

ONT ENVISAGÉ OU ENVISAGENT D'ARRÊTER LEURS ÉTUDES.



MÉTHODOLOGIE

CETTE étude se base sur un travail d'enquête effectué auprès des étudiants ayant bénéficié des distributions de colis alimentaires organisées par Linkee. Elle concerne ainsi des étudiants franciliens inscrits pour l'année universitaire 2020-2021 à l'université, dans les écoles post-bac, les grandes écoles, les classes préparatoires aux grandes écoles et les BTS.

7 000 étudiants ont été contactés par mail et invités à répondre à un ensemble de questions de manière anonyme. 3 281 étudiants ont répondu à ce questionnaire disponible en ligne entre novembre 2020 et avril 2021. Il est évidemment nécessaire de prendre des précautions quant à l'interprétation que l'on peut faire de ces résultats obtenus sur la seule base des déclarations des étudiants; le nombre important de réponses permet cependant d'assurer une certaine exhaustivité.

L'Observatoire national de la vie étudiante (OVE) a mené une enquête⁰¹ sur la vie étudiante au temps de la pandémie de Covid-19. Cette enquête a été menée entre juin et juillet 2020 à travers un questionnaire en ligne envoyé à 45 000 étudiants. Un peu plus de 6 000 questionnaires ont été exploités pour l'analyse.

⁰¹ <http://www.ove-national.education.fr/wp-content/uploads/2020/09/OVE-INFOS-42-La-vie-etudiante-au-temps-du-COVID-19.pdf>

Linkee a décidé de reprendre une partie des questions posées par l'OVE afin de pouvoir faire des comparaisons entre l'enquête au sein de la population étudiante générale et celle des distributions alimentaires. La présente étude permet ainsi de mettre en évidence les conditions de vie des étudiants en situation de précarité au regard de celles de l'étudiant moyen français

Plusieurs entretiens individuels ont également été réalisés, en marge des distributions, avec des étudiants et étudiantes en situation de précarité. Ces entretiens, ainsi que l'analyse de retours par emails ou des champs libres d'expression du questionnaire, ont permis de préciser et d'illustrer l'analyse par des verbatim.

PRÉSENTATION DE L'OPÉRATION D'AIDE ALIMENTAIRE MISE EN PLACE PAR LINKEE

Linkee est une solution solidaire au gaspillage alimentaire. Depuis 2016, ses bénévoles récupèrent chaque jour les invendus alimentaires de professionnels partenaires (grossistes, restaurateurs, évènements, etc.) pour ensuite les distribuer à des associations qui aident les gens en situation de précarité. Ce système privilégie les modes de transports éco responsables : vélo, transports en commun,

véhicules électriques, etc. Aujourd'hui, plus de 5 000 bénévoles sont mobilisés à travers la région Île-de-France.

Présente sur le terrain, l'équipe de Linkee a très tôt constaté les besoins de "nouveaux précaires". Pour répondre à cette urgence, Linkee porte avec les pouvoirs publics, notamment la Ville de Paris et la Région Île-de-France, un dispositif d'aide alimentaire durable pour les étudiants franciliens en situation de précarité. Ce dispositif permet de distribuer des colis de 5 à 7 kg composés de fruits et légumes issus de l'agriculture biologique ou vertueuse, de produits laitiers et secs ainsi que de plats cuisinés par des bénévoles ou récupérés en circuit court par Linkee chez ses partenaires.

Un premier lieu de distribution est ouvert en octobre 2020 dans le 13^e arrondissement de Paris permettant, à travers deux distributions par semaine, de répondre aux besoins de 1 000 étudiants par semaine. Au cours de l'automne 2020, constatant les besoins grandissants et les retours très positifs des étudiants participant à ces distributions, les pouvoirs publics ont souhaité encourager le déploiement de ce dispositif. Grâce au soutien de la Mairie du 18^e arrondissement de Paris et de fondations d'entreprises, Linkee ouvre un deuxième lieu de distribution dans le nord de Paris permettant d'assurer une aide alimentaire à 500 étudiants supplémentaires par semaine. Un troisième lieu de distribution est ouvert en mars 2021, à Ground Control dans le 12^e arrondissement de la capitale, pour accompagner un nombre d'étudiants en constante augmentation. Il permet de subvenir aux besoins de 600 étudiants supplémentaires.

Depuis janvier, avec l'appui de la Région Île-de-France, Linkee étend son dispositif à une quinzaine de campus et résidences universitaires franciliens. Les étudiants des Universités Paris-Dauphine, de Cergy, Créteil, Évry, Champs-sur-Marne, Saint-Denis, Bobigny, Villetaneuse, Aubervilliers, et des résidences universitaires de Cachan, Moissy-Cramayel et d'Epiney-sur-Seine bénéficient ainsi de distributions régulières de colis alimentaires au cœur de leur lieu de vie ou d'études.

Au total, ce sont plus de 15 000 étudiants qui ont été aidés cette année par Linkee dans toute la région Île-de-France.

L'accueil proposé est inconditionnel afin de venir en aide à tous les étudiants précaires; seule une carte d'étudiant est requise pour accéder aux distributions. L'objectif est d'éliminer ainsi les effets de seuils ou les critères restrictifs. L'ambiance est conviviale afin de réduire l'effet stigmatisant — et donc dissuasif — qui peut être attaché à l'aide alimentaire traditionnelle.

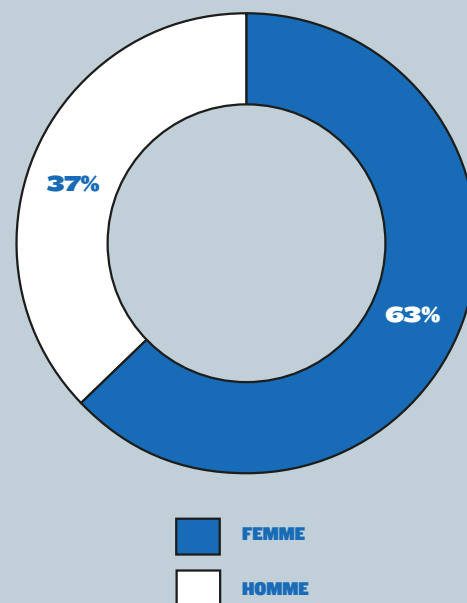
Grâce à ses partenaires, le programme Linkee d'aide aux étudiants permet de prendre en charge d'autres précarités que la seule précarité alimentaire : des kits d'hygiène et des biens culturels sont offerts lors des distributions, et des associations spécialisées dans la prise en charge d'autres problématiques (soutien psychologique, aide au logement, accès aux droits, couverture maladie, etc.) sont systématiquement présentes en vue d'assurer une prise en charge complète.

I. LE PROFIL DES ÉTUDIANTS AIDÉS PAR LINKEE

63 % des bénéficiaires ayant répondu à l'enquête sont des femmes. Cette **SURREPRÉSENTATION DES FEMMES** au sein des populations précaires est classique : selon l'Observatoire des inégalités, en 2017, le taux de pauvreté des femmes en France est de 0,3 point supérieur à celui des hommes et même de 1 point pour la tranche d'âge des 18-29⁰¹.

Les périodes de confinement et de couvre-feu ainsi que la mise en place des cours à distance ont incité les étudiants qui le pouvaient à regagner leur foyer familial. Selon l'Observatoire de la vie étudiante, 44 % des étudiants ont changé de logement lors du premier confinement⁰². Ceux qui ont pu retourner vivre auprès de leurs parents durant cette période ont souvent vu leurs conditions de vie s'améliorer : surface habitable plus importante, accès à une meilleure alimentation, moindres frais, etc. Ce mouvement s'est cependant fait au détriment de leur autonomisation, ce qui peut amener d'autres difficultés à plus long terme.

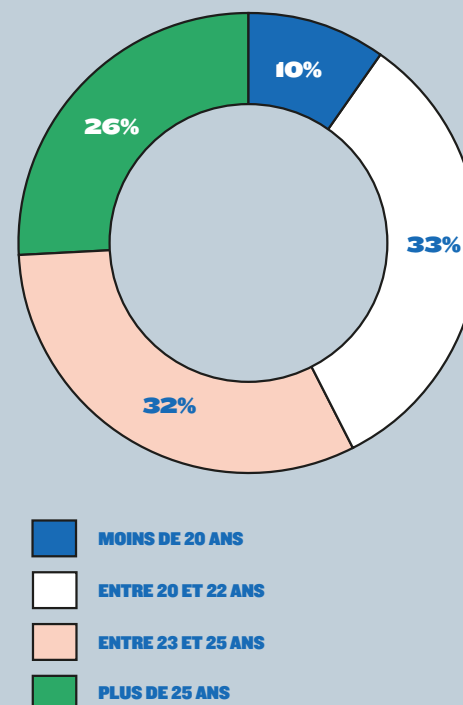
UNE MAJORITÉ DE FEMMES BÉNÉFICIAIRES FIGURE 1



À l'inverse, l'isolement social et familial (particulièrement sensible pour les étudiants étrangers venus étudier un an ou deux en France) a conduit de nombreux étudiants à rester seuls dans leur logement étudiant dans un contexte de baisse brutale de leurs capacités financières.

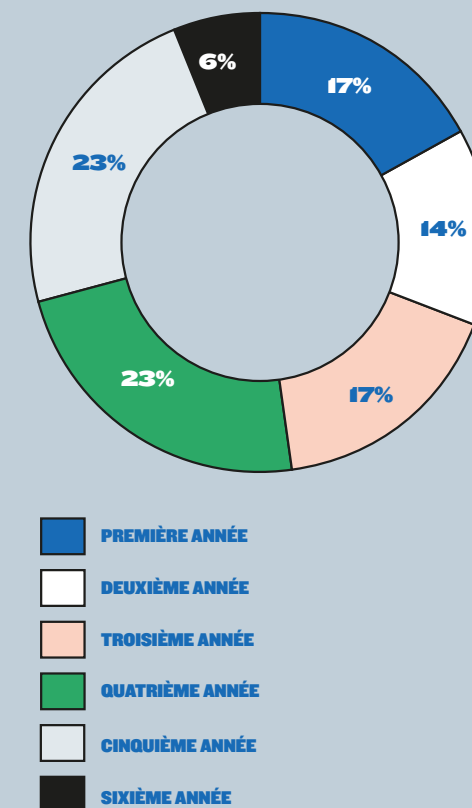
Le public bénéficiaire se caractérise par **UN ÂGE RELATIVEMENT ÉLEVÉ EN REGARD DU NIVEAU D'ÉTUDE** : près de 60 % des étudiants bénéficiaires ont plus de 23 ans (dont plus d'un quart a 25 ans ou plus) alors qu'ils sont moins de 30 % à être en cinquième année d'études ou plus.

ÂGE DES ÉTUDIANTS BÉNÉFICIAIRES FIGURE 2



On peut supposer que les étudiants les plus précaires possèdent des parcours de vie et des parcours scolaires plus hachés que la moyenne, marqués par des redoublements ou des pauses contraintes, par exemple pour travailler à temps plein.

ANNÉE D'ÉTUDE DES ÉTUDIANTS BÉNÉFICIAIRES FIGURE 3



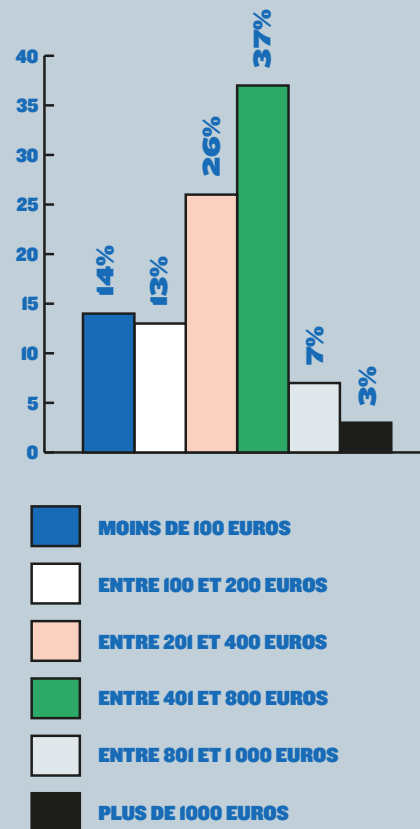
⁰¹ Insee — Observatoire des inégalités, La pauvreté selon le sexe, 2020

⁰² FERES Belghith et PATROS Théo (Observatoire national de la vie étudiante), Le logement pendant la pandémie de Covid-19, 2020

II. UNE IMPORTANTE PRÉCARITÉ FINANCIÈRE RENFORCÉE PAR LA CRISE

Selon l'Insee près de 21 % des étudiants vivent sous le seuil de pauvreté⁰¹, soit 1 063 euros mensuels en 2018 (60 % du revenu médian), plus de **9 BÉNÉFICIAIRES INTERROGÉS SUR 10 DÉCLARENT UN NIVEAU DE REVENUS INFÉRIEUR À 1000 EUROS PAR MOIS**. Tous revenus considérés, la moitié des bénéficiaires interrogés perçoivent moins de 400 euros par mois et ils sont plus d'un quart à avoir des revenus mensuels inférieurs à 200 euros.

REVENUS MENSUELS DES ÉTUDIANTS FIGURE 4

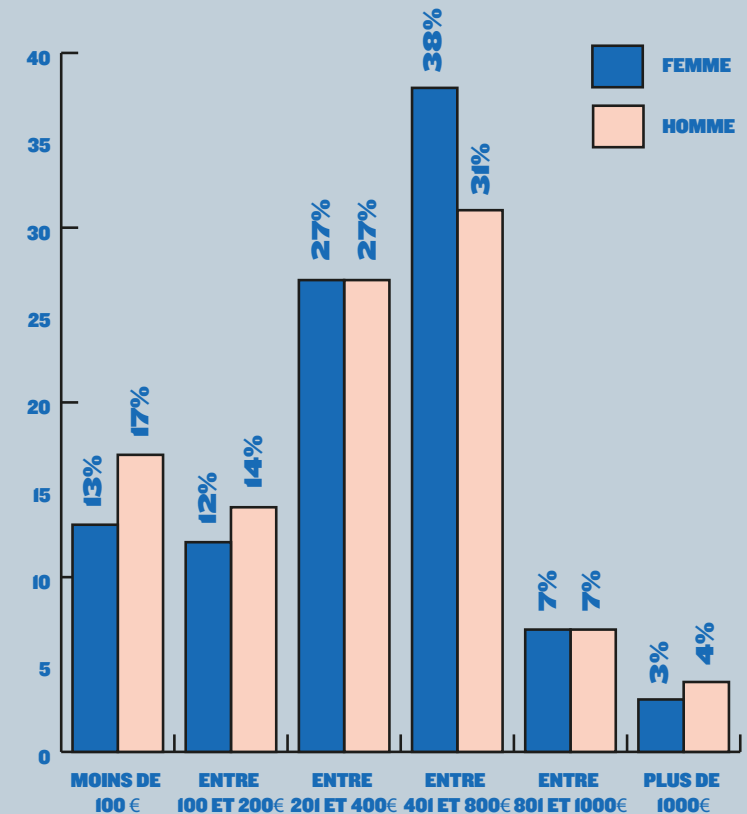


Une analyse plus fine des revenus des répondants fait ressortir que les bénéficiaires hommes ont des revenus mensuels légèrement inférieurs à ceux des femmes. 17 % des répondants déclarent des revenus mensuels inférieurs à 100 euros, contre 13 % pour les répondantes. Inversement, si 38 % des femmes ont des revenus mensuels compris entre 400 et 800 euros (montant faible en absolu mais relativement important au regard des revenus de la population étudiée), seuls 31 % des hommes disposent de tels revenus.

Les revenus des étudiants sont de diverses natures : les revenus du travail

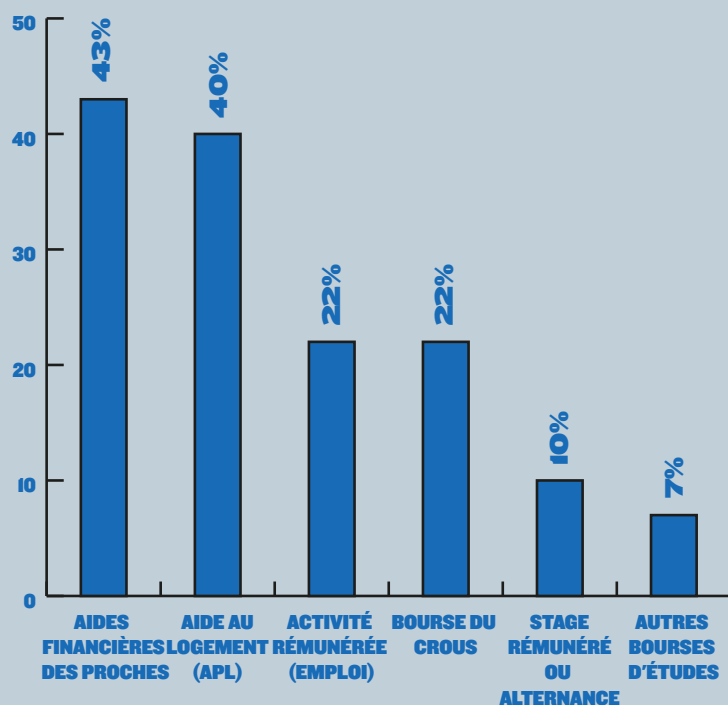
(stages et alternances compris), l'aide financière apportée par les proches, les prestations sociales et les différentes bourses d'études. Les premières sources de revenus au sein de la population étudiée (en termes de fréquence et non en volume) sont les **AIDES FINANCIÈRES DES PROCHES**. Néanmoins, plus d'un étudiant sur deux n'est pas aidé par sa famille, ce qui vient renforcer l'intuition que ces étudiants précaires sont, en grande majorité, financièrement indépendants de leurs parents. Cette situation est souvent plus subie que choisie. Ils ne sont en outre **QU'UN SUR CINQ À ÊTRE BOURSIER DU CROUS**.

REVENUS MENSUELS DES ÉTUDIANTS SELON LEUR GENRE FIGURE 5



⁰¹ [2] Insee, France, Portrait social, 2020 ([lien](#)).

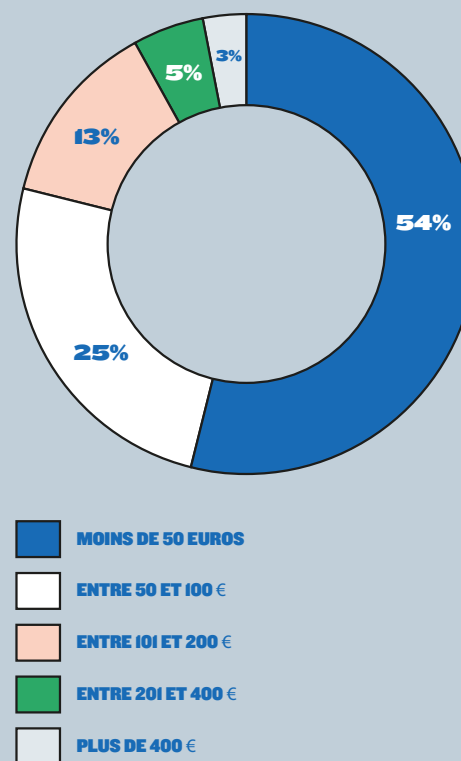
NATURE DES REVENUS DES ÉTUDIANTS FIGURE 7



Cette situation s'explique notamment par le profil spécifique des bénéficiaires, notamment l'âge, l'isolement familial voulu ou subi (leur famille ne pouvant pas, structurellement ou de façon conjoncturelle, les soutenir financièrement) ainsi que la résidence en France depuis un certain temps — qui conditionne le versement de plusieurs aides sociales, dont les bourses. De nombreuses situations individuelles particulières ne sont également pas prises en compte par les critères du CROUS. Les pertes brutales de revenus

du travail qu'ont subi de nombreux étudiants au cours des derniers mois (voir plus bas) n'ont par ailleurs pas été compensées par les systèmes classiques d'accompagnement financier tels que les bourses d'études.

RESTE À VIVRE MENSUEL DES ÉTUDIANTS FIGURE 8



Compte tenu du coût de la vie en Île-de-France, les faibles revenus des étudiants bénéficiaires ne leur permettent pas de dégager un reste à vivre⁰¹ suffisant pour satisfaire l'ensemble de leurs besoins essentiels.

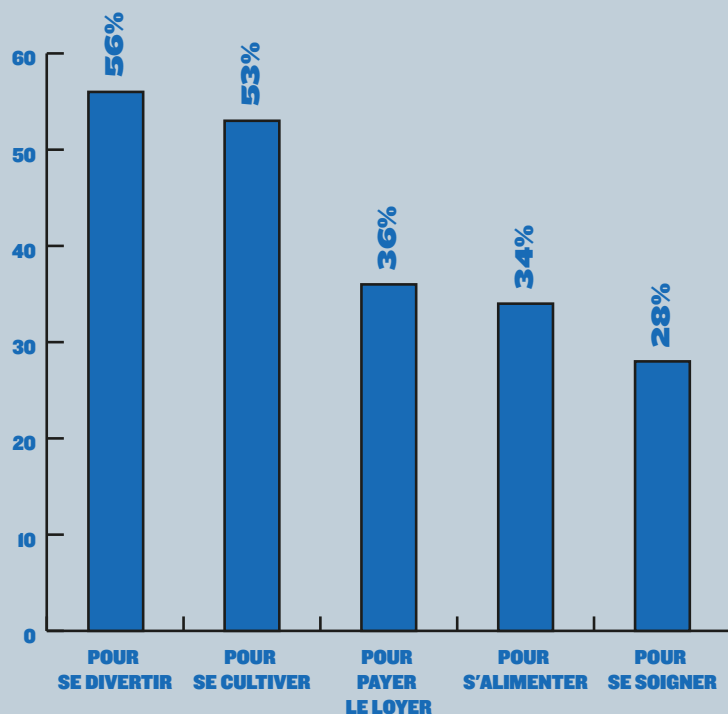
⁰¹ Le reste à vivre est défini comme l'argent qu'il reste une fois que toutes les dépenses contraintes liées au logement, charges, assurances et mutuelle, téléphone et internet ont été payées



« Mon budget, c'est 120-140 euros pour vivre dans le mois, on ne va pas loin avec ça. Je vais au marché mais, par exemple, je n'allais jamais au bar boire une bière, un truc comme ça. Je n'avais pas le budget alors que ouais, c'est 4 ou 5 euros une bière mais ce n'était pas possible, ça ne rentrait pas dans le budget. »
Marie, 21 ans.

8 ÉTUDIANTS SUR 10 DOIVENT AINSI SUBVENIR À LEURS BESOINS (ALIMENTAIRE, HABILLEMENT, TRANSPORT...) AVEC MOINS DE 100 EUROS PAR MOIS; 54 % N'ONT QUE 50 EUROS PAR MOIS.

POSTES DE DÉPENSES POUR LESQUELS LES ÉTUDIANTS RENCONTRAIENT DES DIFFICULTÉS FINANCIÈRES AVANT LA CRISE FIGURE 9



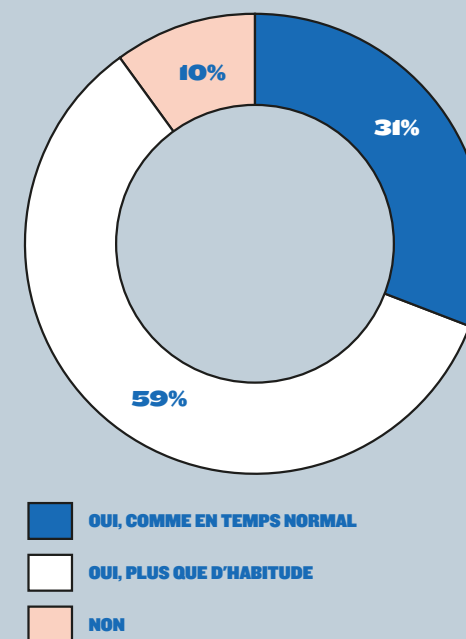
LA PRÉCARITÉ FINANCIÈRE DES ÉTUDIANTS N'A PAS ÉTÉ CRÉÉE PAR LA CRISE SANITAIRE, MAIS ELLE S'EST IMMÉDIATEMENT AGGRAVÉE ET GÉNÉRALISÉE. Interrogés sur leurs difficultés avant le début de la pandémie, plus d'un tiers des étudiants indiquent qu'ils avaient du mal à payer leur loyer, leurs dépenses alimentaires et leurs dépenses de santé. Cette part était encore plus importante (plus d'un sur deux) concernant les dépenses relatives aux loisirs et à la culture.

Un tiers des étudiants interrogés ont en ce sens rencontré autant de difficultés au cours des derniers mois de confinement et de couvre-feu que par le passé. Toutefois, plus de **6 ÉTUDIANTS SUR 10 DÉCLARENT AVOIR RENCONTRÉ DAVANTAGE DE DIFFICULTÉS FINANCIÈRES DURANT LA PREMIÈRE PÉRIODE DE CONFINEMENT ET LES MOIS QUI ONT SUIVI.** Parmi ces étudiants, il faut distinguer ceux dont la situation déjà fragile s'est aggravée et ceux qui ont basculé dans la précarité,

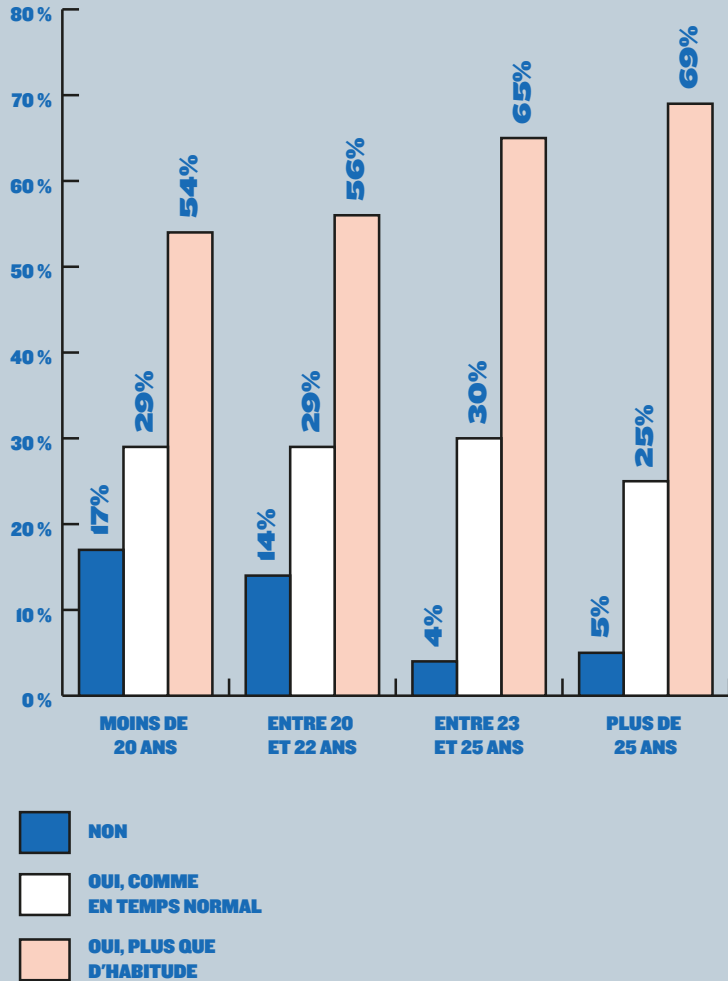
souvent parce qu'ils ont perdu un emploi qui leur permettait de vivre décemment. Au total, **9 ÉTUDIANTS INTERROGÉS SUR 10 ONT CONNU DES DIFFICULTÉS FINANCIÈRES** au cours des derniers mois, contre 3 sur 10 dans l'étude de l'Observatoire de la vie étudiante, qui porte sur l'ensemble de la population étudiante. De même, si comme on l'a dit 6 étudiants interrogés sur 10 ont connu davantage de difficultés que par le passé, ils sont moins de 17 % dans l'étude de l'OVE.

Plus les étudiants sont âgés, plus ils déclarent avoir rencontré des difficultés pendant la crise (54 % pour les moins de 20 ans contre 69 % pour les plus de 25 ans). Le genre a en revanche peu d'influence sur ce critère : l'écart entre les hommes et les femmes sur les difficultés financières rencontrées est inférieur à 5 %, alors qu'il est de 15 % entre les deux classes d'âge les plus éloignées l'une de l'autre.

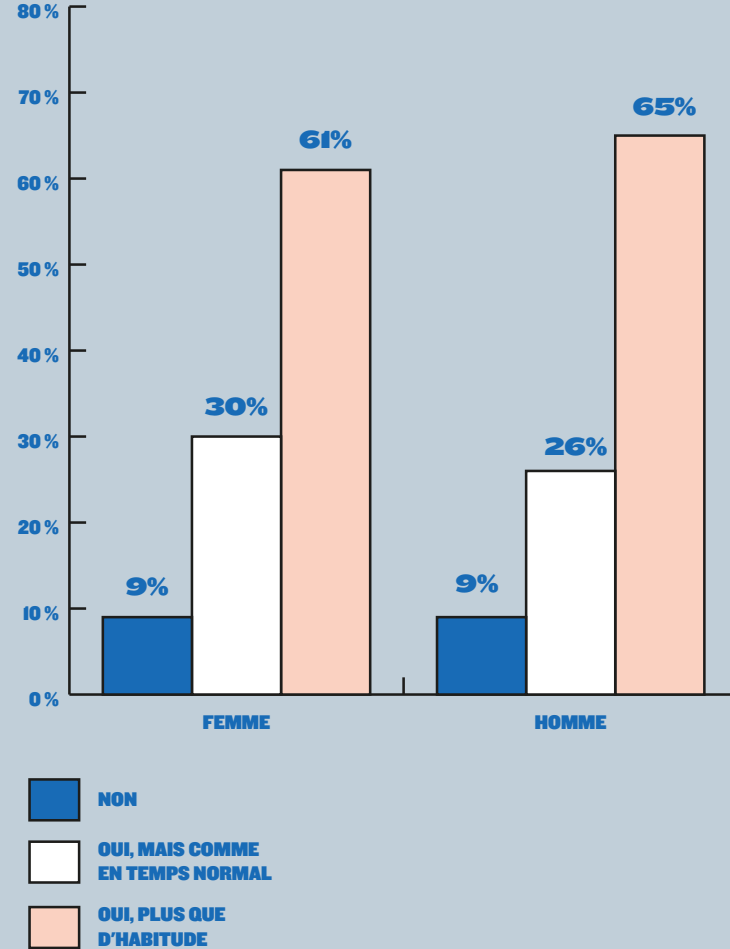
POSTES DE DÉPENSES POUR LESQUELS LES ÉTUDIANTS RENCONTRAIENT DES DIFFICULTÉS FINANCIÈRES AVANT LA CRISE FIGURE 10



**DIFFICULTÉS FINANCIÈRES
RENCONTRÉES PENDANT LA CRISE
SELON L'ÂGE FIGURE 11**



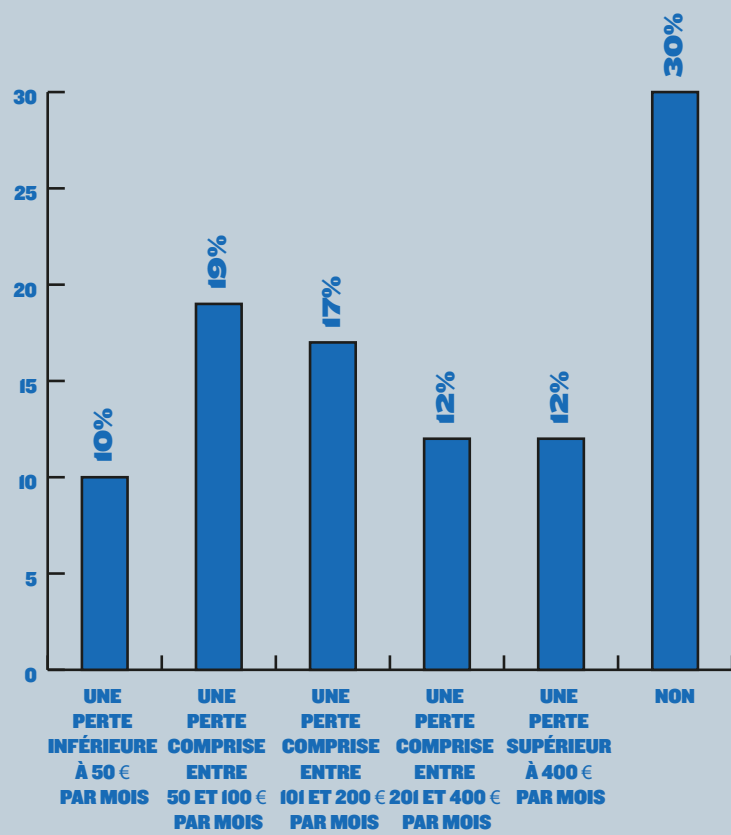
**DIFFICULTÉS FINANCIÈRES
RENCONTRÉES PENDANT LA CRISE
SELON LE GENRE FIGURE 12**



70 % des étudiants qui ont répondu à l'enquête déclarent avoir subi une perte de revenus au cours des derniers mois, engendrant d'importantes difficultés

financières. **40% DES ÉTUDIANTS ONT SUBI UNE PERTE SUPÉRIEURE À 100 EUROS PAR MOIS** et près de 25 % une perte supérieure à 200 euros.

PERTE DE REVENUS SUBIE PAR LES ÉTUDIANTS AU COURS DES DERNIERS MOIS FIGURE 13



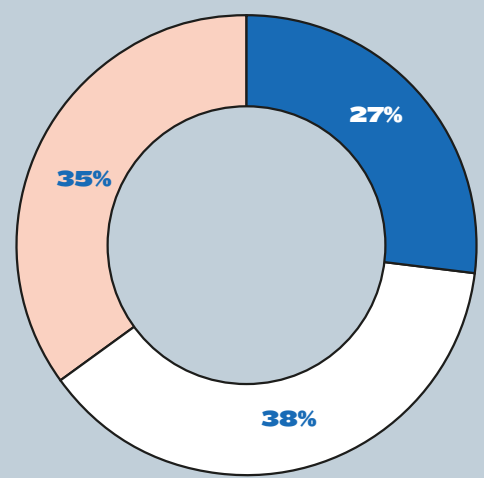
DEUX TIERS DES ÉTUDIANTS INTERROGÉS QUI EXERÇAIENT UNE ACTIVITÉ RÉMUNÉRÉE ONT PERDU, PARTIELLEMENT OU TOTALEMENT, CES REVENUS : 27 % ont été contraints de travailler moins d'heures qu'escompté et 38 % ont perdu leur activité ou n'ont pas retrouvé leur précédent emploi.



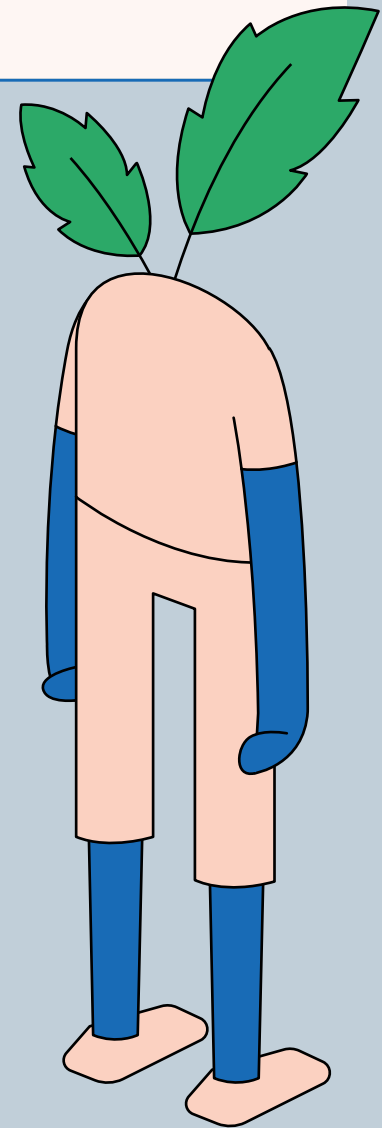
J'éprouve actuellement des difficultés pour subvenir à mes besoins faute de moyens financiers car n'ayant plus de jobs. J'étais employé par un centre sportif pour dispenser les activités sportives dans un gymnase et depuis leur fermeture je suis sans contrat. J'ai donc besoin de l'aide de votre association afin de bénéficier de quelques vivres pour me nourrir. »

Quentin, 23 ans

CONSÉQUENCES DE LA CRISE SUR L'ACTIVITÉ TRAVAILLÉE ET RÉMUNÉRÉE DES ÉTUDIANTS FIGURE 14



- NOMBRE D'HEURES TRAVAILLÉES RÉDUIT
- PERTE D'EMPLOI / EMPLOI NON RETROUVÉ
- AUCUNE



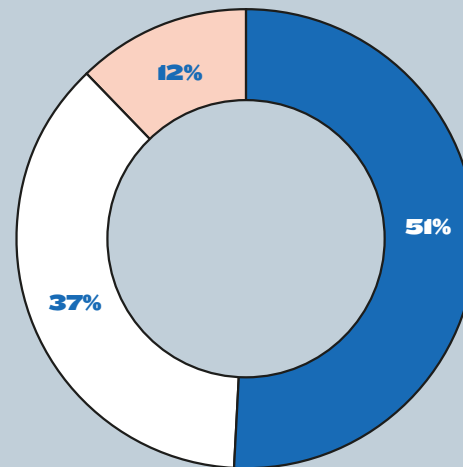
III. DE LA PRÉCARITÉ FINANCIÈRE AUX PRÉCARITÉS ÉTUDIANTES

La précarité financière, qui touche les étudiants de manière générale et particulièrement le public bénéficiaire de l'aide alimentaire, engendre des difficultés multiples. Concrètement, ils sont nombreux à sacrifier leur alimentation et leur santé, et beaucoup éprouvent des difficultés à accéder à un logement.

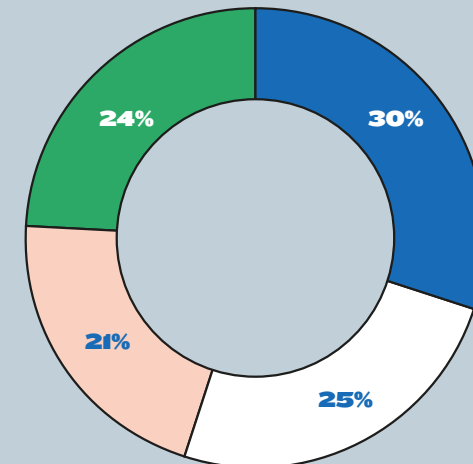
A. Précarité alimentaire

PRÈS DE 90% DES ÉTUDIANTS INTERROGÉS DÉCLARENT AVOIR ÉTÉ CONTRAINTS DE RÉDUIRE LEURS DÉPENSES ALIMENTAIRES depuis le début de la crise, dont près d'un sur deux de manière importante. Près de 8 étudiants sur 10 ont limité leur alimentation en quantité pour des raisons financières (contre 55,8 % dans l'étude de l'OVE citée plus haut). **PRÈS D'UN ÉTUDIANT BÉNÉFICIAIRE SUR DEUX EST CONTRAINT DE SAUTER DES REPAS.**

9 ÉTUDIANTS SUR 10 CONTRAINTS DE RÉDUIRE LEURS DÉPENSES ALIMENTAIRES AU COURS DES DERNIERS MOIS FIGURE 15

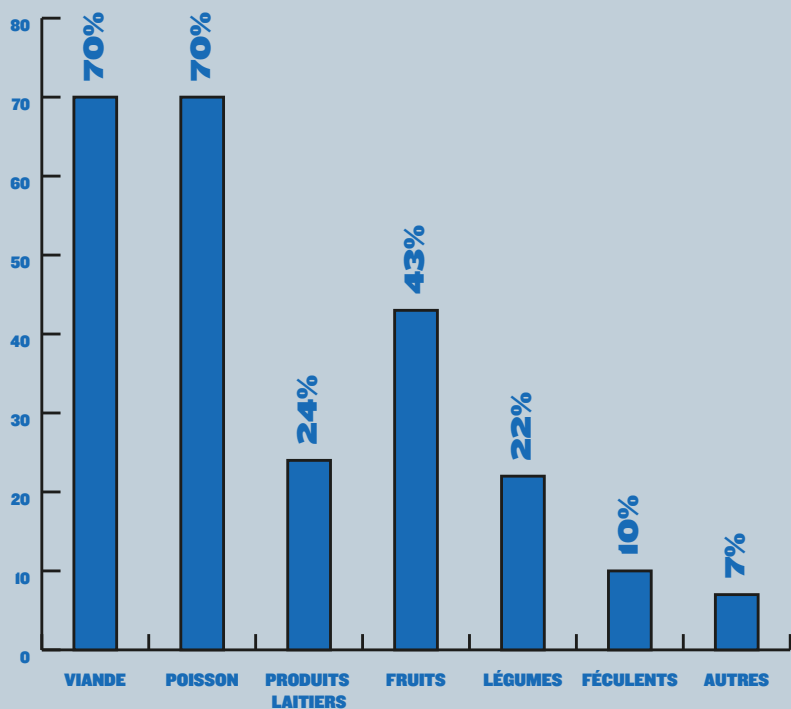


3 ÉTUDIANTS SUR 4 CONTRAINTS DE RÉDUIRE LEUR ALIMENTATION EN QUANTITÉ FIGURE 16



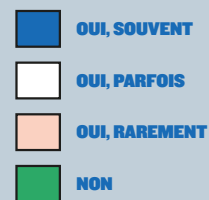
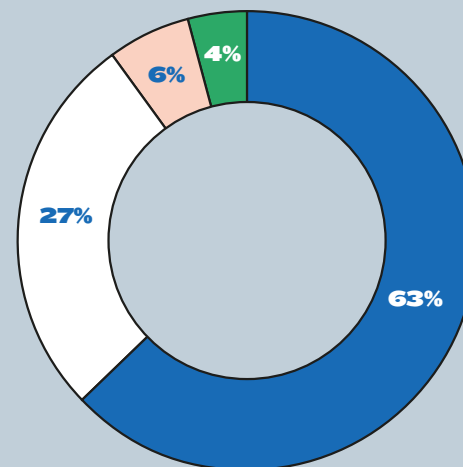
7 étudiants sur 10 ne parviennent pas à acheter de la viande et du poisson pour des raisons financières. Si ce sont les denrées habituellement sacrifiées par les personnes en situation de précarité, le fait que **PRÈS D'UN ÉTUDIANT INTERROGÉ SUR DEUX N'ACHÈTE PAS DE FRUITS CAR IL N'EN A PAS LES MOYENS** est peut-être plus alarmant. Cette enquête confirme le sinistre cliché de l'étudiant mangeant des pâtes, et 10 % d'entre eux éprouvent même des difficultés à acheter des féculents.

TYPES D'ALIMENTS QUE LES ÉTUDIANTS REFUSENT D'ACHETER POUR DES RAISONS FINANCIÈRES FIGURE 17



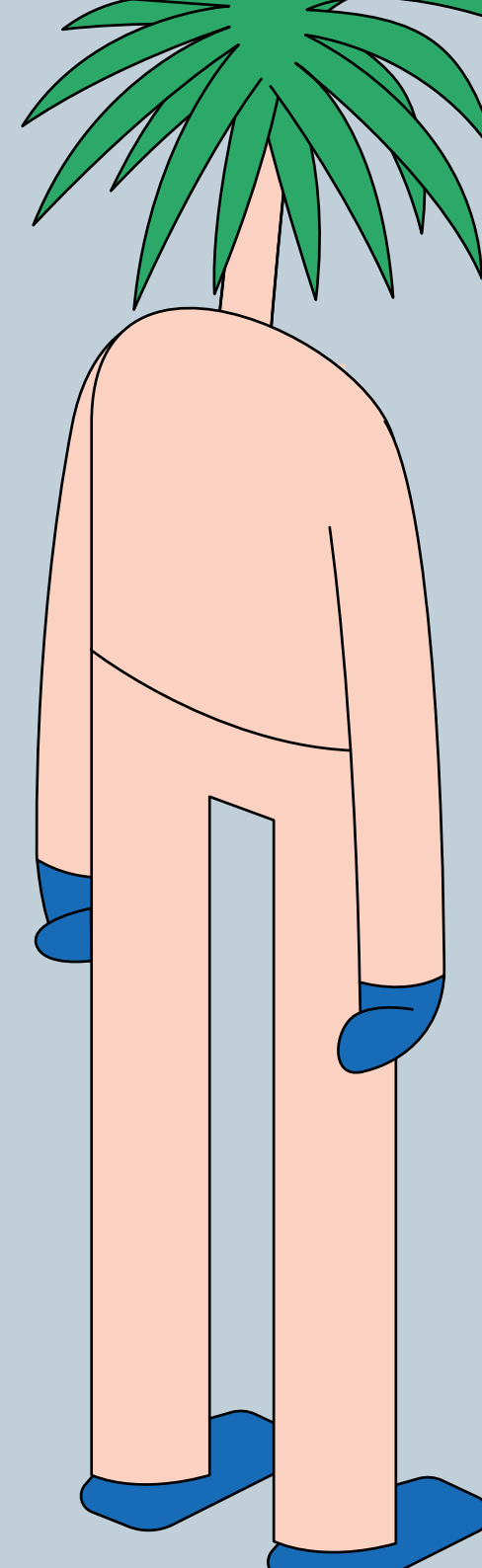
Concernant **LA QUALITÉ DES DENRÉES, LA QUASI-TOTALITÉ (96 %) DES ÉTUDIANTS INTERROGÉS DÉCLARENT RÉDUIRE LA QUALITÉ DE LEUR ALIMENTATION** pour des raisons financières, et deux tiers d'entre eux sont contraints de le faire régulièrement.

9 ÉTUDIANTS SUR 10 CONTRAINTS DE RÉDUIRE LA QUALITÉ DE LEUR ALIMENTATION POUR DES RAISONS FINANCIÈRES FIGURE 18



J'ai 15 euros sur mon compte. Je devrais manger des pâtes toute la semaine. Je vais donc aller à la distribution de Linkee pour varier un peu, et puis ça me fera plaisir de voir du monde. »

Sarah, 20 ans



B. Réussite scolaire

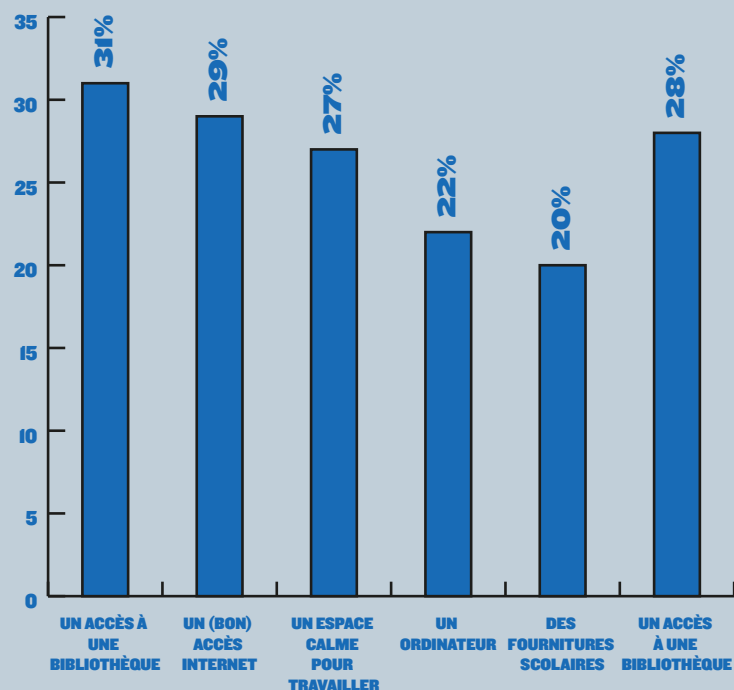
La précarité financière des étudiants a également une incidence directe sur leur réussite scolaire. En effet, **PRÈS DES TROIS QUARTS DES ÉTUDIANTS INTERROGÉS NE SONT PAS EN MESURE DE SUBVENIR À L'ENSEMBLE DES BESOINS QUI CONDITIONNENT UNE SCOLARITÉ DE QUALITÉ**. 3 étudiants sur 10 ne disposent pas d'une connexion internet suffisante ou d'un ordinateur alors que la généralisation des cours à distance les a rendus *de facto* obligatoires. Un quart des étudiants ne dispose pas d'un espace adéquat pour travailler à son domicile; un tiers n'a pas accès à une bibliothèque. 20 % des étudiants interrogés déclarent ne pas disposer de fournitures scolaires en conséquence. Au total, trois quarts d'entre eux ne disposent pas des conditions fondamentales pour poursuivre leurs études.



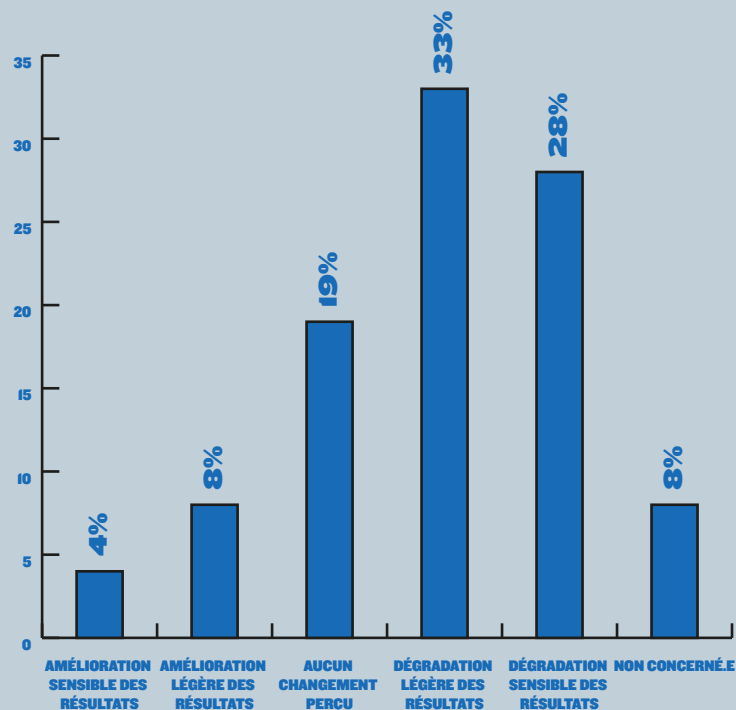
On a beaucoup d'affaires à acheter qui coûtent très cher et ça fait un gros trou dans le budget et des fois il faut qu'on choisisse entre acheter le matériel qu'on a besoin pour tel projet ou manger. Et des fois, l'école ça passe avant. »

Alex, 22 ans

7 ÉTUDIANTS SUR 10 NE PEUVENT PAS POURVOIR À L'ENSEMBLE DES BESOINS CONDITIONNANT DES ÉTUDES DE QUALITÉ FIGURE 19



CONSÉQUENCES DES PÉRIODES DE CONFINEMENT ET DE COUVRE-FEU SUR LES RÉSULTATS SCOLAIRES, SELON LES ÉTUDIANTS FIGURE 20



61 % DES ÉTUDIANTS BÉNÉFICIAIRES DES DISTRIBUTIONS DÉCLARENT QUE LEURS RÉSULTATS SCOLAIRES SE SONT DÉGRADÉS pendant la période, contre 12 % estimant avoir eu de meilleurs résultats qu'escomptés. Dans l'étude menée par l'Observatoire de la vie étudiante, « seuls » 17 % des étudiants ont eu des résultats moins bons que ce qu'ils imaginaient, pour 19 % déclarant avoir eu de meilleurs résultats.

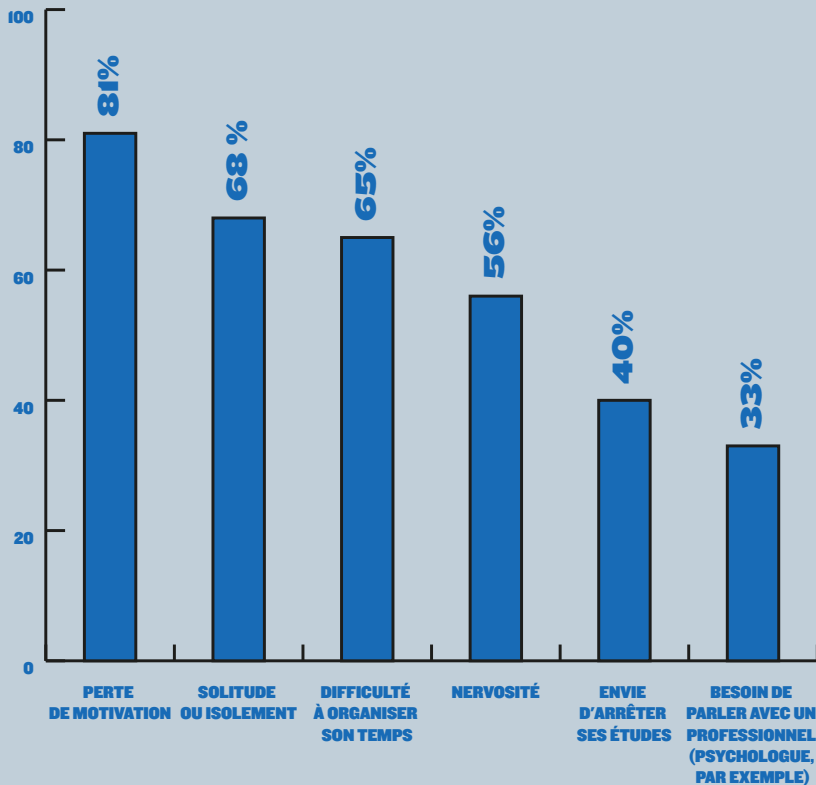
Parallèlement, si 51 % des étudiants interrogés par l'OVE déclarent avoir eu des difficultés à organiser leur temps et leur travail personnel pendant le confinement, ils sont 65 % au sein du public accompagné par Linkee. 80 % des étudiants que nous avons interrogés déclarent avoir subi une perte de motivation au cours des derniers mois. Enfin, ils sont **40 % À AVOIR ENVISAGÉ D'ARRÊTER LEURS ÉTUDES** (voir partie suivante).

Ces données montrent, encore une fois, la corrélation entre réussite scolaire et conditions de vie : le mérite et l'effort sont de faibles armes face à la précarité.

C. Santé

Près de 70 % des étudiants interrogés par Linkee ont ressenti de la solitude ou de l'isolement au cours des périodes de confinement et de couvre-feu contre 50 % des étudiants interrogés par l'OVE. On peut supposer que des conditions de vie matérielles moins agréables (difficultés financières, qualité du logement), l'éloignement et une indépendance financière, mais aussi parfois affective, de la famille expliquent ce résultat. Plus de la moitié ont souffert de nervosité au cours des derniers mois et un tiers déclare avoir ressenti le besoin d'en parler à un psychologue.

ETATS RESSENTIS PAR LES ÉTUDIANTS AU COURS DES DERNIERS MOIS FIGURE 21



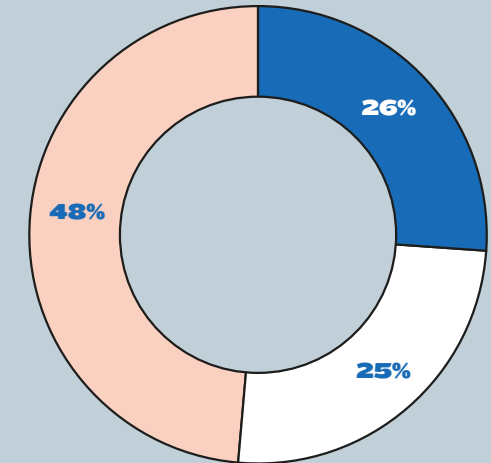
De toute façon, je suis dans le rouge tous les mois.

Et en plus il faut que je rajoute en dépenses ma psy, parce que je suis en dépression depuis 2 ans. Je vois une psychologue dans le privé, parce que dans le public il y a des listes à rallonge et c'est très compliqué. Et en temps normal c'est 200 euros par mois, 50 euros par séance. Mais là, comme elle sait que je suis dans le rouge, elle a accepté que je lui paye 25 euros par séance, le temps que je retrouve du travail. Mais voilà. J'ai ça en plus comme frais mais dont je ne peux pas me passer pour le moment. »

Émilie, 23 ans



1 ÉTUDIANT SUR 2 A RENONCÉ À DES SOINS MÉDICAUX AU COURS DES DERNIERS MOIS POUR DES RAISONS FINANCIÈRES FIGURE 22



- OUI, UNE FOIS
- OUI, PLUSIEURS FOIS
- NON

PLUS D'UN ÉTUDIANT INTERROGÉ SUR DEUX DÉCLARE PAR AILLEURS AVOIR DÛ RENONCER À DES SOINS MÉDICAUX pour des raisons financières depuis les périodes de confinement et de couvre-feu, contre 28 % avant la crise, soit près du double.

D. Logement

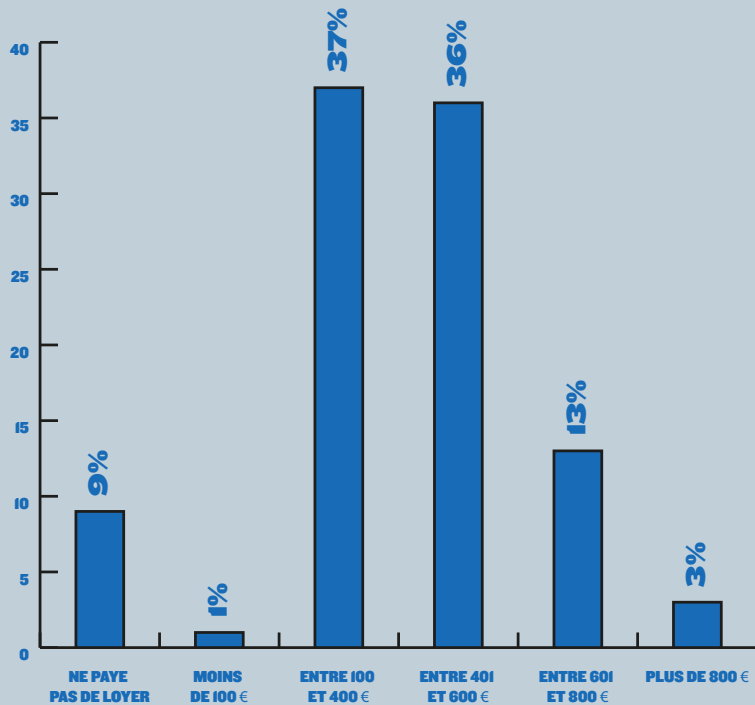
Le logement représente un coût majeur pour les étudiants, notamment en Île-de-France, et explique en grande partie les faibles reste à vivre des personnes interrogées.

Par ailleurs, la moitié des étudiants indiquent que leur habitation a, selon eux, des caractéristiques qui nuisent à leur santé ou leur réussite scolaire. Ils sont un tiers à considérer que leur logement est trop petit. Les restrictions de sortie pendant les périodes de confinement et de couvre-feu ont probablement accentué

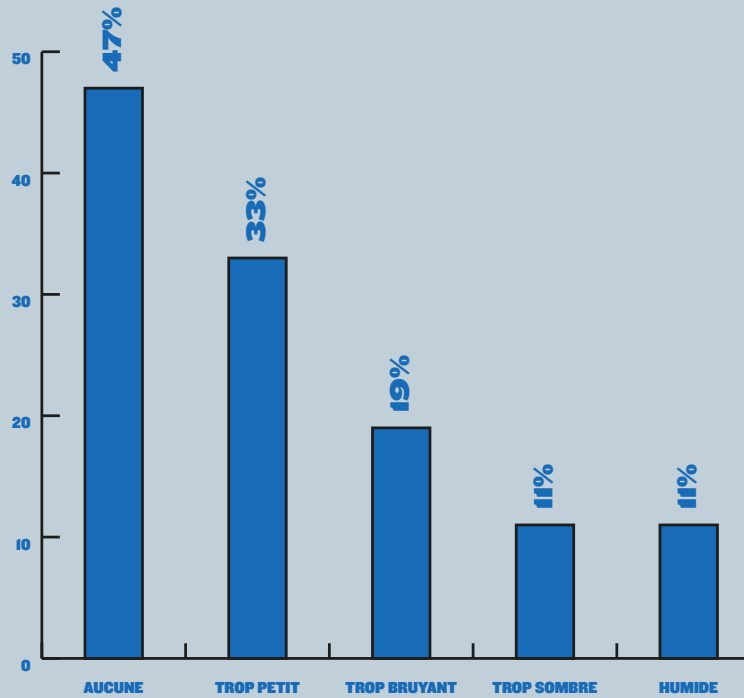
le sentiment d'exiguïté de logement francilien de petite taille. Ils sont entre 11 et 19 % à estimer que leur logement est trop sombre, trop humide ou trop bruyant. Plusieurs déclarent également vivre dans des logements particulièrement froids, ne pas disposer d'eau chaude ou subir des invasions de cafards.

Les faibles revenus des étudiants les obligent par ailleurs à vivre loin de leur lieu d'études. 37 % des étudiants interrogés habitent à plus de 45 minutes de transport de leur établissement.

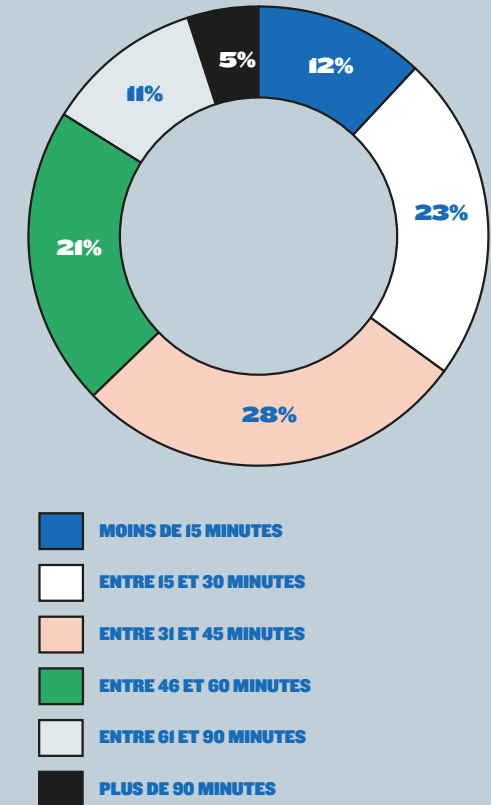
MONTANT DU LOYER MENSUEL DES ÉTUDIANTS
FIGURE 23



CARACTÉRISTIQUES DES LOGEMENTS ÉTUDIANTS AYANT DES CONSÉQUENCES SUR LA SANTÉ OU LA RÉUSSITE SCOLAIRE
FIGURE 24



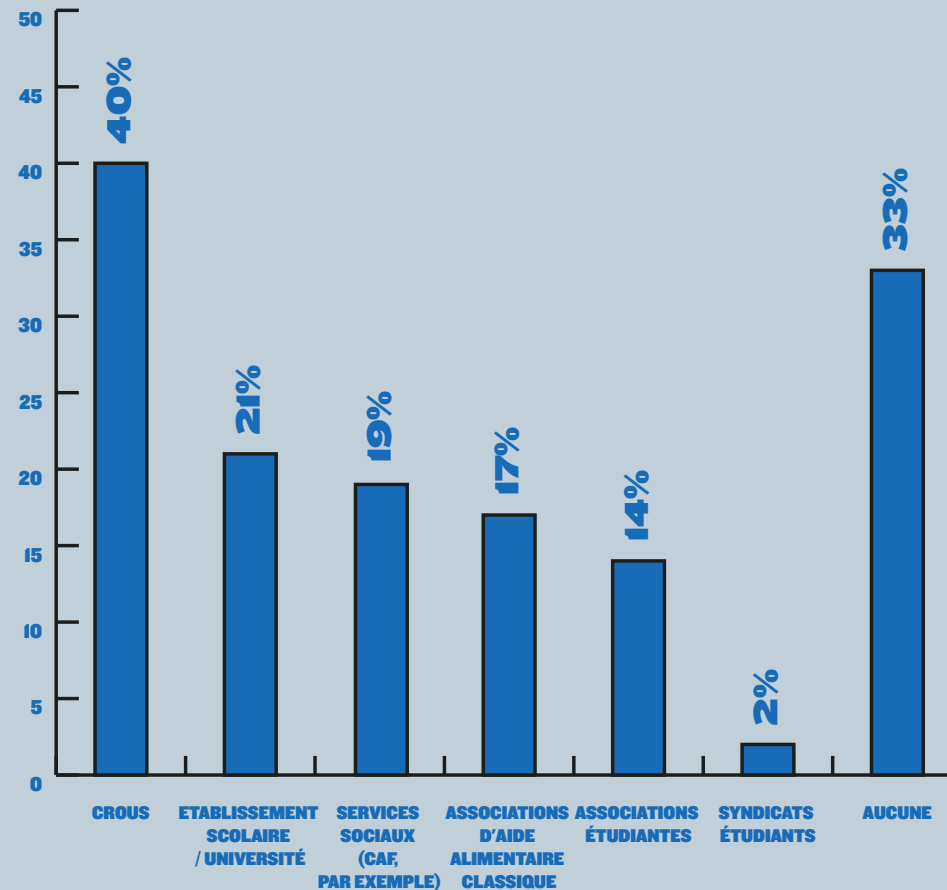
TEMPS DE TRANSPORT ENTRE LE LOGEMENT ET LE LIEU D'ÉTUDES DES ÉTUDIANTS
FIGURE 25



IV. QUELLES AIDES POUR ACCOMPAGNER LES ÉTUDIANTS EN SITUATION DE PRÉCARITÉ DURANT LA CRISE ?

Malgré leur situation précaire objective, **UN TIERS DES ÉTUDIANTS INTERROGÉS N'ONT PAS CONTACTÉ D'INSTITUTION OU DE STRUCTURE POUR OBTENIR UNE AIDE** administrative ou financière pendant cette période.

INSTITUTIONS/STRUCTURES CONTACTÉES PAR LES ÉTUDIANTS POUR BÉNÉFICIER D'UNE AIDE
FIGURE 26



4 étudiants sur 10 ont contacté le CROUS pour obtenir des renseignements ou une aide administrative ou financière. Les autres institutions, telles que les services spécialisés des universités, les administrations sociales, les associations et syndicats étudiants ainsi que les associations d'aide alimentaire traditionnelle ont peu été sollicitées par les étudiants (de 2 % pour les syndicats à 21 % pour les services des universités). Les interactions entre les étudiants et les structures ayant pour mission de les accompagner sont donc relativement faibles. Ce phénomène s'explique en partie par l'impression, tenace, qu'il y a toujours pire que soi, qu'il ne faudrait pas « prendre la place d'un autre » mais aussi par un manque de connaissance des dispositifs pouvant être actionnés. Cela interroge sur les **EFFORTS, PROBABLEMENT INSUFFISANTS, DE SENSIBILISATION ET DE COMMUNICATION MIS EN PLACE PAR LES POUVOIRS PUBLICS.**



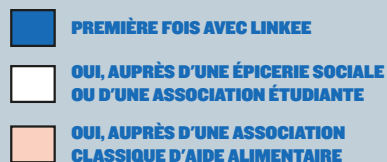
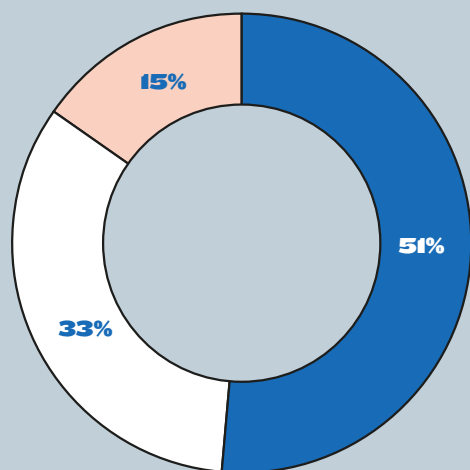
J'y ai pensé mais je n'ai pas fait la démarche. J'ai l'impression que c'est réservé à des personnes encore en plus grande précarité que moi. »

Younes, 24 ans

PLUS DE LA MOITIÉ DES ÉTUDIANTS INTERROGÉS BÉNÉFICIE POUR LA PREMIÈRE FOIS D'UNE AIDE ALIMENTAIRE. CE CHIFFRE, RÉVÉLATEUR D'UNE IMPORTANTE PAUPÉRISATION DE CETTE POPULATION, est encore plus important pour les étudiants parisiens (plus de 60 %). Il ne tient par ailleurs pas compte des étudiants qui ont recouru pour la première fois à une aide alimentaire pendant la crise auprès d'une autre structure avant de venir par la suite aux distributions organisées par Linkee.

Outre les étudiants qui ont basculé dans la précarité au cours des derniers mois, ce chiffre s'explique par le fait que certains étudiants ne peuvent pas bénéficier des dispositifs d'aide alimentaire traditionnels (méconnaissance des dispositifs, demande de nombreux justificatifs — ce qui peut freiner le recours —, décalage entre la situation de fait et la situation en droit, repoussant ainsi dans le temps le moment où les étudiants pourront justifier de leur précarité), tandis que les distributions Linkee sont inconditionnelles : l'accès se fait sur la seule présentation de la carte étudiante.

PLUS DE LA MOITIÉ DES ÉTUDIANTS ONT BÉNÉFICIÉ D'UNE AIDE ALIMENTAIRE POUR LA PREMIÈRE FOIS AVEC LINKEE FIGURE 27

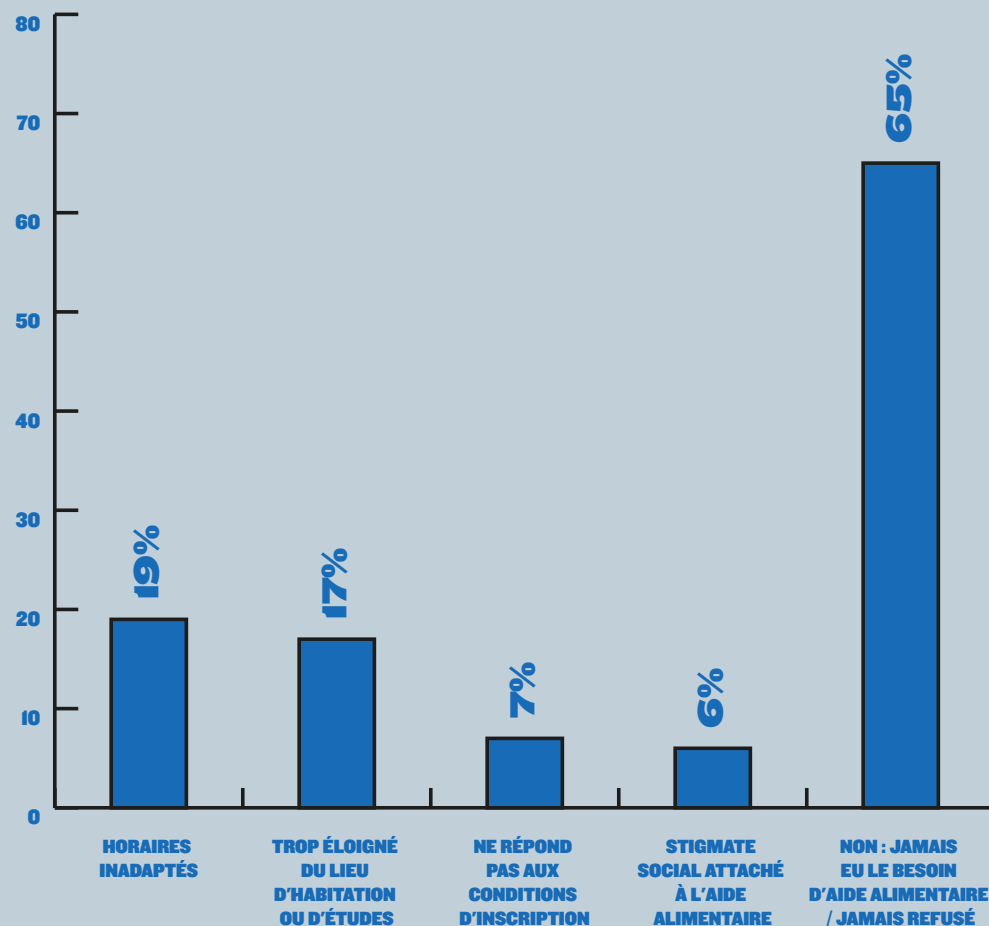


Un tiers des étudiants interrogés ont déjà refusé de bénéficier d'une aide alimentaire, notamment parce que les distributions étaient trop éloignées de leur lieu de vie (et donc de confinement), que les horaires étaient inadaptés, que les critères d'accès étaient trop stricts ou qu'elles sont vues comme socialement stigmatisantes.

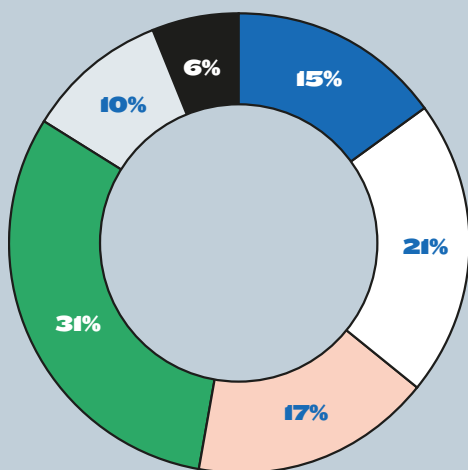
K Quand j'ai vu ce qu'ils [Linkee] faisaient pour les étudiants, je me suis dit il faut que j'essaie. Au début, je ne me sentais pas trop légitime à ça, j'avais peur de prendre la place d'un autre étudiant qui en avait plus besoin que moi. Au fur et à mesure je me rends compte que je galère et j'en ai pris conscience. C'est dur à en prendre conscience. Du coup je l'ai accepté et maintenant je me dis ce n'est pas grave d'aller à une distribution alimentaire, au contraire. On t'aide, il faut le prendre. »

Inès, 25 ans

RAISONS DE REFUS DE BÉNÉFICIER D'UNE AIDE ALIMENTAIRE FIGURE 28

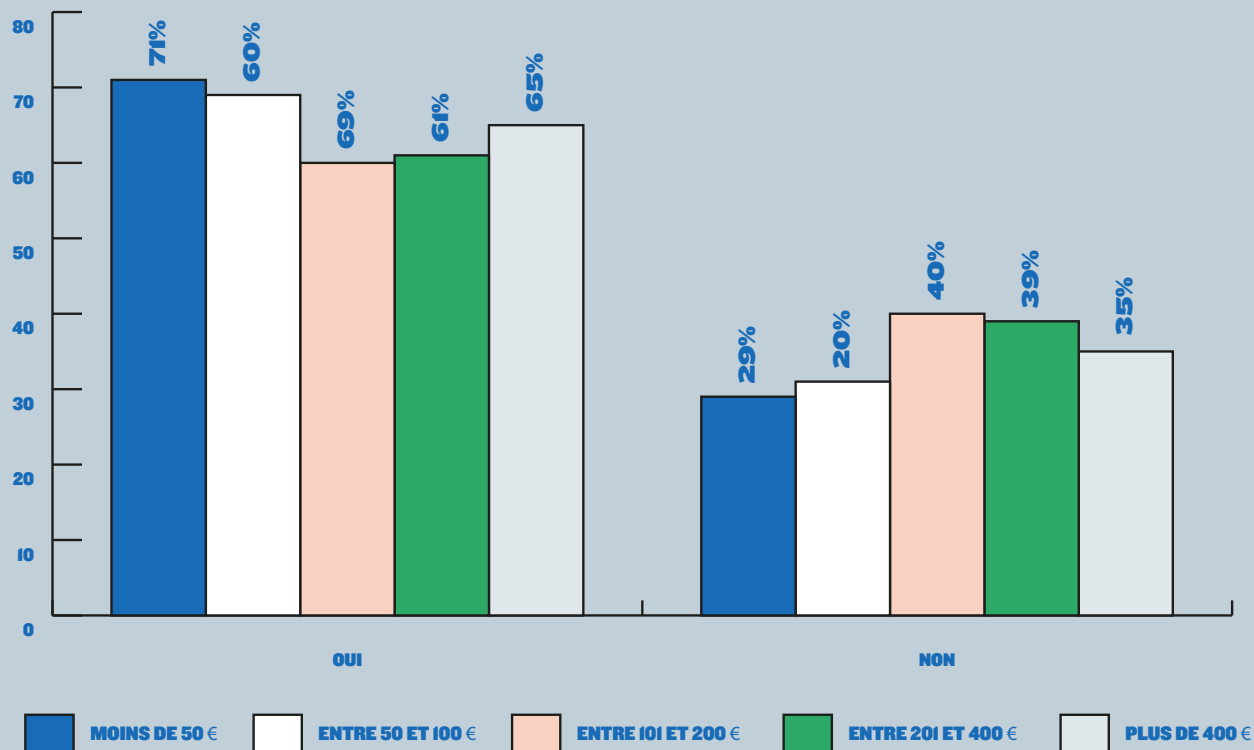


**RECOURS AU DISPOSITIF DE REPAS À 1 EURO DU CROUS PAR LES ÉTUDIANTS
FIGURE 29**



- SOUVENT**
- QUELQUES FOIS**
- NON CAR NE CONNAÎT PAS LE DISPOSITIF**
- NON CAR N'HABITE PAS À PROXIMITÉ D'UN RESTAURANT UNIVERSITAIRE**
- NON CAR LES HORAIRES NE CONVIENNENT PAS**
- NON CAR NE SOUHAITE PAS EN BÉNÉFICIER (PAS ADAPTÉ AUX BESOINS, PAR EXEMPLE)**

RECOURS AU DISPOSITIF DE REPAS À 1 EURO DU CROUS PAR LES ÉTUDIANTS ET RESTE À VIVRE FIGURE 30



PLUS DE 6 ÉTUDIANTS INTERROGÉS SUR 10 N'ONT PAS BÉNÉFICIÉ DU PROGRAMME DE REPAS À 1 EURO mis en place par les CROUS; UN QUART DE CEUX-LÀ N'ONT PAS CONNAISSANCE DE CE DISPOSITIF.

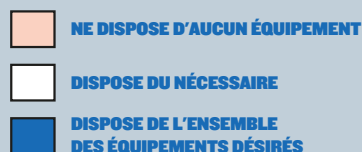
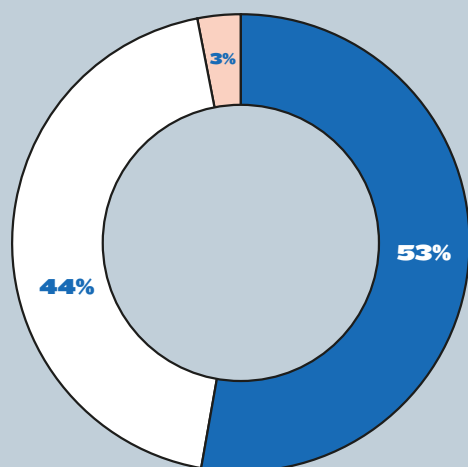
En outre, les répondants qui ont le plus bénéficié des repas à 1 € du CROUS (réponse « a souvent bénéficié

du dispositif ») ne sont pas ceux ayant les « reste à vivre » les plus faibles. La corrélation entre des revenus faibles et l'éloignement du lieu d'études (où l'on trouve les restaurants universitaires) explique en partie cette moindre sollicitation de la part des étudiants les plus modestes.

L'aide de Linkee

Le dispositif d'aide alimentaire développé par Linkee permet de dépasser les limites des repas à 1 € du CROUS, dont le bénéfice est conditionné par le fait de résider à proximité d'un restaurant universitaire ainsi que la disponibilité à certains horaires, et ce autant de fois que l'étudiant a besoin de manger.

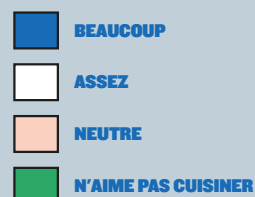
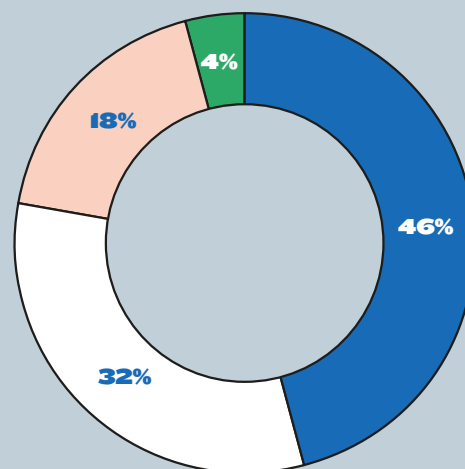
ÉQUIPEMENTS DE CUISINE DONT DISPOSENT LES ÉTUDIANTS FIGURE 31



Linkee distribue des colis de 5 à 7 kilos composés de produits frais et de qualité (des denrées brutes et des plats cuisinés par des chefs partenaires) pour permettre

aux étudiants de se nourrir pendant plusieurs jours en ne se déplaçant qu'une seule fois. L'enquête révèle que la quasi-totalité des étudiants interrogés **DISPOSENT D'ÉQUIPEMENTS POUR CUISINER** (ne serait-ce que le strict nécessaire). Ils sont également près de **80% À APPRÉCIER CUISINER**.

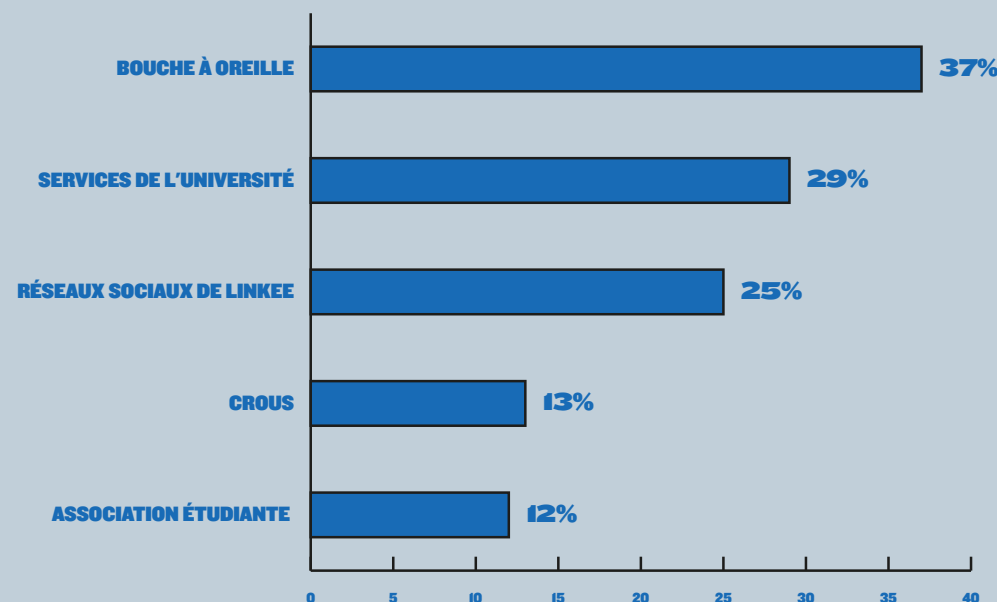
PLAISIR SUSCITÉ PAR LE FAIT DE CUISINER FIGURE 32



Une majorité de bénéficiaires saluent la variété et la qualité des produits, ainsi que l'ambiance conviviale des distributions organisées par Linkee.

Les bénéficiaires des distributions Linkee ont majoritairement entendu parler des opérations par le bouche-à-oreille ou les services de leurs établissements. Le bouche-à-oreille est particulièrement efficace et synonyme de lien humain et de solidarité, valeurs au fondement de l'action de Linkee.

CANAUX PAR LESQUELS LES ÉTUDIANTS ONT ENTENDU PARLER DES DISTRIBUTIONS DE LINKEE FIGURE 33



Le CROUS, de souvenir, après je ne sais pas comment c'est à Paris, mais quand j'étais à Nîmes à la fac, le CROUS c'était un peu de la fast food. Là avec Linkee il y a des légumes et tout, ça me permet de faire un peu attention. »
Marie, 21 ans

J'ai dit à une copine en Ecosse "je suis dans la merde, je ne sais pas comment je vais faire pour manger", et elle m'a envoyé cette vidéo [la vidéo de BRUT], et j'ai fait "ah mais c'est trop bien". En plus le système pour s'inscrire est facile. »
Laura, 19 ans

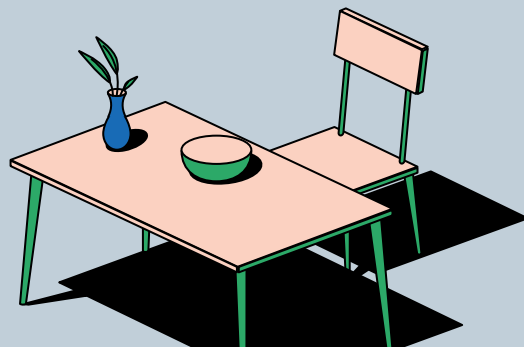
UN AN DE PRÉCARITÉS ÉTUDIANTES: LES SACRIFICES D'UNE GÉNÉRATION

SYNTHÈSE

CETTE étude, menée pendant un an auprès de 3 200 étudiants, jette un regard cru sur leur paupérisation provoquée par la crise du Covid-19. Elle met en lumière leurs conditions de vie bousculées, leur quotidien sacrifié, et les menaces pesant sur leur avenir. Certains d'entre eux étaient en difficultés avant la crise, mais beaucoup sont de « nouveaux précaires », plongés malgré eux dans la misère en raison de la perte instantanée des petits revenus qui leur permettaient de survivre jusqu'à présent. Brutalement isolés dès le premier confinement, sans soutien public adapté, ils n'ont eu d'autre alternative que l'aide alimentaire. Plus inquiétant, cette précarité alimentaire se double d'autres précarités, conséquences des choix économiques radicaux qu'ils sont obligés de faire au quotidien.

Chiffre effrayant, confirmé par les images des files d'attente aux distributions alimentaires : la quasi totalité des étudiants accueillis vivent sous le seuil de pauvreté (1 063 €/mois, INSEE, 2018). Cette situation, dénoncée chaque année par les organisations étudiantes, inquiète à plus d'un titre. Elle caractérise une paupérisation de la jeunesse en France (étudiants et apprentis) et l'absence de filets de sécurité en cas de crise. Le confinement a en ce sens dramatiquement touché les plus fragiles en accroissant les inégalités sociales. En d'autres termes, comme le précisent les entretiens individuels que nous avons réalisés, leur équilibre économique, extrêmement fragile, ne tient qu'à un fil. Cette condition étudiante ne peut que nous effrayer parce qu'elle témoigne d'une paupérisation sans précédent,

**97% DES
ÉTUDIANTS** VIVENT SOUS
LE SEUIL DE PAUVRETÉ.



relativement invisible jusqu'à présent et largement répartie, quels que soient le niveau d'études et la filière (de la première année en sciences humaines à la cinquième année de médecine).

**L'ALIMENTATION EST RAPIDEMENT
DEVENUE UNE VARIABLE D'AJUSTEMENT :**

9 SUR 10

**ONT ÉTÉ CONTRAINTS DE RÉDUIRE
LA QUANTITÉ ET LA QUALITÉ
DE LEUR ALIMENTATION.**



d'aucune aide « classique » pendant cette période critique, soit parce qu'ils ne se sentaient pas légitimes pour les actionner (auto-censure du type « il y a pire que moi »), soit parce qu'ils n'en avaient pas connaissance, soit encore parce que les aides étaient inadaptées. Que 60 % d'entre eux n'aient pas bénéficié des « repas à 1 euro » mis en place par le CROUS doit nous alerter. L'État n'a-t-il aucune autre réponse d'ampleur

de l'État à cette crise ? Peut-on demander à un étudiant de faire une heure et demie de transport aller-retour pour accéder à son restaurant universitaire en période de confinement, pour chaque repas ? Cette étude interroge donc aussi l'efficacité des aides proposées par l'État et les moyens de sensibilisation et de communication déployés, notamment en direction des étudiants les plus isolés.

Premier constat alarmant : ils ne peuvent, sans l'aide qui leur est prodiguée, manger à leur faim. Ce chiffre témoigne de l'effet déflagrateur de la crise sur leur destin collectif. Malgré ces difficultés, nombre de ces étudiants n'ont bénéficié



3 ÉTUDIANTS SUR 4

**ONT RECOURU
À L'AIDE
ALIMENTAIRE
POUR LA
PREMIÈRE FOIS
SUITE À LA
CRISE.**

Fait marquant et générationnel, les étudiants ont été brutalement plongés dans la misère et n'avaient, dans leur immense majorité, jamais poussé les portes d'une distribution alimentaire. Ce programme dédié aux étudiants est une première : constatant, comme nos collègues des Restos du cœur et du Secours populaire, le recours croissant des étudiants à une aide alimentaire "grand public" lors du premier confinement, nous avons conçu dès au printemps 2020 un dispositif adapté à leurs besoins et à leurs contraintes pour le mettre en œuvre dès la rentrée universitaire 2020-2021. Depuis octobre 2020, nous avons ainsi ouvert une vingtaine de lieux de distributions de colis alimentaires et de kits d'hygiène dans toute l'Île-de-France, selon trois grands principes : des colis alimentaires robustes (5 à 7 kg) permettant, en un déplacement, d'avoir de quoi faire 10 à

15 repas de qualité grâce à des produits frais et bio, des distributions non stigmatisantes (tiers-lieux, bénévoles eux-mêmes étudiants, ambiance chaleureuse) et un accès universel, sur simple présentation de la carte d'étudiant. Ces choix ainsi que la forte médiatisation de nos actions ont assuré un grand succès à cette initiative qui distribue désormais l'équivalent de 200 000 repas chaque mois.



LA MOITIÉ DES ÉTUDIANTS

**A RENONCÉ À DES SOINS
AU COURS DES DERNIERS
MOIS POUR DES RAISONS
FINANCIÈRES ET ONT
ENVISAGÉ OU ENVISAGENT
D'ARRÊTER LEURS ÉTUDES.**

Au-delà de la précarité alimentaire, cette étude révèle aussi une détresse générale, identifiée grâce au soutien des associations partenaires présentes à chaque distribution : d'ordre psychologique, sanitaire, sociale et culturelle, cette précarité est en réalité protéiforme, et ces précarités se nourrissent mutuellement. Comment se construire et penser l'avenir avec sérénité quand on est contraint, à 20 ans, de faire une longue file d'attente à l'aide alimentaire pour se nourrir ? Comment étudier, se projeter, innover, prendre des risques, oser aller vers son futur quand on doit s'inquiéter,

chaque jour, de ce qui se trouvera dans l'assiette ? Ils sont en effet 50 % à avoir renoncé à des soins au cours des derniers mois et autant envisagent d'arrêter leurs études ou l'ont déjà fait. Ces questions interrogent toute la société et les séquelles qui affecteront durablement "ceux qui ont eu 20 ans en 2020" doivent d'ores et déjà confronter les responsables politiques à leurs choix.



LA SOLIDARITÉ, FACTEUR DE RÉSILIENCE

Ce programme d'aide alimentaire d'urgence résulte d'une

mobilisation bénévole sans précédents (des centaines de bénévoles étudiants chaque semaine pour les distributions), d'un soutien exceptionnel des citoyens, des fondations et des entreprises qui accompagnent ces actions (dons financiers et en nature), d'une dynamique inter-associative nouvelle éprouvée dès le premier confinement et d'un investissement déterminant des collectivités locales partenaires (Ville de Paris, Région Île-de-France). Il participe d'un écosystème dynamique et résilient en période de crise.

Dès les premières distributions, ce dispositif d'aide d'urgence a créé l'émoi et l'indignation dans l'ensemble du pays, si bien que les files d'attente resteront peut-être comme une image marquante

de la crise que nous avons vécue. Mais cette réponse, adaptée au terrain et à la réalité des étudiants, n'est qu'un filet de sécurité qui doit être prolongé au plus vite par une prise en charge pérenne par les pouvoirs publics. Nous sommes inquiets devant l'absence de politiques publiques d'ampleur, seules à même de contrer un phénomène de précarité nouveau et ravageur, et susceptible de sacrifier une génération entière.

Les étudiants et les apprentis se forment aux métiers de demain pour s'insérer professionnellement et rapporter de la richesse au pays ; leur coût n'en est pas un : c'est un investissement impératif pour le pays, un atout formidable pour l'avenir. Que penser de l'ensemble des aides apportées aux entreprises quand les emplois éphémères – qui leur permettent de survivre – ne sont pas pris en compte ? Quel sort réserve-t-on à l'ensemble des jeunes lorsqu'on gèle les aides qui devraient leur être dédiées ? Quelles solutions pérennes sont envisagées pour que la rentrée 2021 ne voit pas se reproduire les mêmes effets ?

Cette génération ne s'attendait pas à la crise que nous traversons, pas plus que la totalité de la société française, dont les ménages, les personnes isolées et les sans abris paient immédiatement le prix fort. La détresse de ces jeunes a ému. Mais l'émotion que suscite cette réalité, comme l'indignation qui nous pousse à agir, doivent appeler une action publique à la hauteur des enjeux. Qui assumera, dans le cas contraire, le sacrifice de cette génération ?



CETTE ÉTUDE A ÉTÉ RÉALISÉE AVEC LE SOUTIEN DE:



CE DOCUMENT A ÉTÉ RÉALISÉ
PAR © LINKEE

WWW.LINKEE.CO  

CONTACT PRESSE
COMMUNICATION@LINKEE.CO

2021 © TOUS DROITS RÉSERVÉS

DIRECTION ARTISTIQUE ET MISE EN
PAGE PAR JANY BASSEY

